Les relations nord-sud au soudan (1983-1993)

Christian Delmet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1446>

DOI : 10.4000/ema.1446

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1994

Pagination : 39-77

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Christian Delmet, « Les relations nord-sud au soudan (1983-1993) », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 17 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1446> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1446>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Les relations nord-sud au soudan (1983-1993)

Christian Delmet

- 1 Dix ans après la mutinerie du bataillon 105 de Bor, le Soudan semble encore loin de la paix. Après la seconde phase des négociations qui ont réuni à Abuja (Nigeria), en mai-juin 1993, le gouvernement de Khartoum et l'une des factions du Mouvement de libération des peuples du Soudan (MLPS), cet article n'a d'autre ambition que de rapporter les principaux événements politiques et militaires du conflit et les propositions des protagonistes.
- 2 Malgré leurs insuffisances, les accords d'Addis Abeba de 1972 ont représenté une étape importante pour l'unité du Soudan et pour le développement du Sud. Malheureusement, beaucoup de projets sont restés sur le papier et la plus grande partie des fonds prévus n'est pas parvenue à la région autonome, dont les gestionnaires eux-mêmes se sont parfois montrés plus que laxistes. Par ailleurs, certaines réalisations n'ont pas tenu assez compte des intérêts des populations locales. Mais la plus grande provocation a été la dénonciation des accords eux-mêmes par Nimeyri, dont les trop nombreuses erreurs ont contraint les Sudistes à reprendre les armes.
- 3 En réalité, les incidents et accrochages n'avaient jamais cessé dans le Sud (Akobo, 1975 ; Wau, 1976...), mais ce qui s'est produit à Bor et Ayod en 1983 a donné naissance à un mouvement militaire et politique totalement nouveau, non seulement pour le Sud, mais pour le Soudan lui-même. Créé en juillet de la même année, le MLPS, contrairement au mouvement Anyanya formé par d'anciens soldats de l'Equatoria Corps et des hommes politiques sudistes pendant la première guerre civile (1955-72), a été rapidement et solidement organisé en vue, non pas de la sécession du Sud, mais de la construction d'un « nouveau Soudan » dans lequel les populations «marginalisées» de l'Ouest, de l'Est, de l'extrême Nord et du Sud se retrouveraient sur un même pied d'égalité avec les *Awlad al-balad* – les habitants de la vallée du Nil (Soudan central ou « utile ») – qui ont toujours dominé la politique et l'économie du pays.
- 4 Cette différence majeure n'a pas vraiment – de bonne ou mauvaise foi – été comprise par la plupart des politiciens et des habitants du Nord, ni par certains Sudistes. Depuis

dix ans, on assiste à un véritable dialogue de sourds : alors que le MLPS explique pourquoi et comment régler les « problèmes du pays », le gouvernement veut régler... le « problème du Sud ».

- 5 Les événements intérieurs et extérieurs ont amené les protagonistes à modifier leurs positions. Le gouvernement de Khartoum a compris que l'écrasement de la rébellion – fût-il possible – n'était pas une solution et que la communauté internationale ne l'y autoriserait sans doute pas. Il entend trouver une issue politique dans le cadre d'un système fédéral. Quant au MLPS, il a abandonné son idéal d'un Soudan unitaire, laïc et démocratique, et propose une confédération de deux Etats. Mais sa branche dissidente (Nasir) a ressorti la vieille idée de sécession qui fut, un temps, également évoquée par le Front national islamique (FNI).
- 6 La guerre s'est ouverte entre le MLPS de John Garang (Torit) et la faction de Riek Machar (Nasir) à laquelle s'est jointe celle de William Nyuon (MLPS Unity) pour former le MLPS United, au plus grand bénéfice du gouvernement de Khartoum.

Quelles frontières pour le pétrole ?

- 7 Dès le départ, les autorités de Khartoum hésitent à accorder des licences d'exploration dans une région qui pourrait à nouveau être attirée par les idées sécessionnistes en cas de découvertes prometteuses. La compagnie Chevron obtient ses permis en 1974, mais à condition de déplacer sa base de Malakal à Muglad, dans le Sud-Kordofan. Lorsqu'on découvre du pétrole dans la région de Bentiu, le président Nimeyri crée une nouvelle province (« Unity Province », comprenant Bentiu, Gogrial, Abiey, Fulla, Kadugli, Dilling) directement rattachée au gouvernement central. Puis les champs pétrolifères sont officiellement localisés dans le « sud du Western Sudan » (c'est-à-dire au Nord-Soudan). La méfiance et les intentions sont claires, mais l'entreprise de dépossession va encore plus loin : la province « Unity » ayant été écartée, une rectification des frontières régionales est tentée en 1980 ; les mêmes zones convoitées (pétrole mais également riches terres agricoles et pastorales) sont enlevées aux provinces de Bahr al-Ghazal et du Haut-Nil et rattachées au Kordofan. Devant l'échec de cette nouvelle tentative, Nimeyri décide, en novembre de la même année, de construire la raffinerie principale non pas sur place mais dans le Nord, à Kosti, le Sud recevant en compensation des équipements routiers, fluviaux, des services, des fonds de développement et une petite raffinerie à Bentiu pour ses besoins propres. Puis le projet de Kosti est abandonné et remplacé par celui de la construction d'un pipeline devant acheminer le pétrole brut à Port-Soudan, où il sera traité, ou bien expédié en Arabie Saoudite. Dans l'intervalle, la garnison de Bentiu est relevée : des soldats nordistes ou de l'ouest remplacent les sudistes. En réponse à ces manœuvres, le MLPS demande aux compagnies Chevron et Total de cesser leurs activités de prospection et d'extraction en décembre 1983, ajoutant qu'il serait stupide de sa part de permettre la construction d'un pipeline grâce auquel l'ennemi se renforcerait par la rentrée de pétrodollars » (Joseph Oduho, lettre du 7/12/83 adressée aux Cies Chevron, Total et CCI [Compagnie de construction internationale], *Horn of Africa*, vol. 8, n° 1, 1985, p. 53).

Le canal de Jonglei

- 8 La première action violente après le rétablissement de la paix civile a pour cible ce très ancien projet. Une mauvaise information, des rumeurs et des craintes légitimes conduisent à des manifestations dans les villes du Sud dès 1974. On évoque l'installation de paysans égyptiens dans la région traversée par le canal, et la venue de troupes égyptiennes pour protéger le chantier. La présence à Juba de nombreux étrangers travaillant pour des ONG et des agences de l'ONU, de même que l'arrivée d'enseignants égyptiens destinés à être répartis dans les établissements de la région, donnent prise à ces rumeurs. Sur le plan écologique, on est convaincu que le canal va assécher le Sud et le vider de toute vie animale.
- 9 En 1978, un nouveau tracé donne satisfaction aux populations locales : quatre millions de feddans, dans la partie orientale, deviennent susceptibles de développement – irrigation, agro-pastoralisme, agro-industries... Rallongé de 90 km, enjambé par des ponts et traversé par des ferry-boats, le canal coûterait 19 millions de dollars supplémentaires (Abel Alier, 1991, pp. 227-228). Mais en 1983, ces améliorations sont encore sur le papier et J. Oduho constate :

« En vérité, le canal est devenu une barrière séparant les gens... et un piège pour les animaux, qui ne peuvent escalader la digue de 12 m et meurent de soif ou en chutant... Les équipements promis (fermes, hôpitaux, villages modèles) ne seront jamais construits. »
- 10 Il demande en conséquence au directeur de CCI de stopper les travaux d'excavation (J. Oduho, lettre citée).
- 11 Dans une seconde lettre adressée à l'ambassadeur d'Égypte à Nairobi, le même J. Oduho, président du comité politique et des affaires étrangères du MLPS, revient sur la rumeur de 1974 et écrit : « Nous sommes informés que l'Égypte envisage, avec l'assistance de Khartoum, d'installer deux millions d'Égyptiens et d'autres déracinés dans la région du canal par la force des armes, et c'est dans cette intention que des parachutistes égyptiens sont arrivés à Khartoum il y a une quinzaine... Le chantier du canal sera interrompu jusqu'à ce que l'Égypte et notre Mouvement trouvent un accord... Autrement, une reprise ne sera possible qu'après que nous ayons pris le contrôle du Soudan tout entier. » (lettre du 30/11/83, *op. cit.* p. 54)
- 12 Auparavant, dans son Manifeste de juillet 1983, le MLPS avait également fait référence à ce projet de colonisation. Plus tard, en mars 1986, John Garang dira que le MLPS n'était pas opposé au canal, qui devait bénéficier à la fois au Soudan et à l'Égypte une fois la paix revenue. D'ici là, l'excavateur serait protégé et entretenu.

La nouvelle division de la région sud

- 13 Il est certain que les dissensions rapidement surgies entre les sudistes eux-mêmes ont facilité l'entreprise de Nimeyri. Sans la rivalité entre les Dinka et les autres tribus, en particulier les Equatoriens, et entre les vétérans de la première guerre civile et une nouvelle génération de sudistes impatientes d'accéder aux responsabilités et aux avantages du mandat politique, le président ne serait pas parvenu à partager la région en trois plus petites.

- 14 Peu de temps après la division du Nord-Soudan en cinq nouvelles régions, Nimeyri veut étendre l'application du People's Regional Government Act de 1980 à la région Sud, « afin de doter cette dernière d'un gouvernement plus démocratique et plus efficace et de la soustraire à la domination d'un seul groupe ethnique ». Les partisans du *statu quo* ne parviennent pas à convaincre leurs collègues et, en mars 1981, une douzaine de députés demandent à Nimeyri de décréter une nouvelle division. L'Assemblée régionale est dissoute et une administration intérimaire mise en place, chargée de préparer un référendum sur la question. Sous prétexte qu'ils ont constitué une organisation politique illégale et pris des initiatives anti-nationales, la plupart des ministres du dernier gouvernement régional d'Abel Alier (opposé à la nouvelle division) sont arrêtés en décembre 1981. La nouvelle Assemblée régionale, élue en avril 1982, place un séparatiste – James Tambura – à la tête du Haut Conseil exécutif, alors que, théoriquement, le scrutin a donné une majorité d'« unionistes ».
- 15 Selon les accords d'Addis Abeba, toute proposition de changement dans l'administration du Sud doit recueillir les trois quarts des votes de l'Assemblée nationale et une majorité des deux tiers lors d'un référendum auprès des habitants de la région Sud (al-Shahi, 1979, p. 78), Une telle majorité est impossible à obtenir. En janvier 1983, le Congrès régional de l'Union socialiste soudanaise à Juba se prononce pour l'unité du Sud. En février, des partisans d'un Sud-Soudan uni, comme le président de l'Assemblée régionale et le vice-président du Haut Conseil exécutif, sont emprisonnés. Le 5 juin, Nimeyri décrète la création de trois régions, ce qui, selon lui, ne constitue pas une négation des accords d'Addis Abeba et du Southern Provinces Regional Self-Government Act de 1972 mais, au contraire, une décision conforme à l'esprit de ces textes signés dans le seul but de ramener la paix, la sécurité et la stabilité du Sud (*Perspective on the South*, Ministry of Guidance and National Information, août 1983, p. 44).
- 16 Sur les six provinces de la région Sud, quatre rejettent cette nouvelle division : Bahr al-Ghazal, Lakes, Haut-Nil et Jonglei ; les deux provinces d'Equatoria l'approuvent.
- 17 En réalité, la décision visait moins à améliorer la démocratie et à faciliter le développement du Sud qu'à l'affaiblir en brisant son unité. Il y avait là, sans nul doute, une concession aux nouveaux alliés du président : les partis traditionnels « réapparus » (dans le cadre du parti unique, la Sudan Socialist Union – SSU) sur la scène politique après la réconciliation nationale de 1977. C'était en tout cas un coup de force anti-constitutionnel. Le sabotage de ce qui avait été sans conteste la meilleure réalisation de Nimeyri – les accords de 1972 – ajouté aux autres décisions hostiles et méprisantes à l'égard des sudistes – politiciens et populations – ne laissait guère d'autre choix à ces derniers que le recours à la force.

Révolte des garnisons et naissance du MLPS

- 18 Pas plus que dans les domaines économique et politique, les engagements de 1972 n'ont été respectés dans les affaires militaires. Peu de sudistes ont été recrutés dans l'armée soudanaise entre 1972 et 1982. Le nombre d'officiers venant de l'ex-rébellion a diminué par suite de départs en retraite et démissions.
- 19 En 1982, trois bataillons reçoivent des ordres de mouvement vers le Nord. Le bataillon 110, stationné à Aweil, est déplacé au Darfour. Les bataillons 111 (Rumbek) et 105 (Bor)

refusent leur transfert. Une enquête sur la comptabilité de la garnison de Bor entraîne le non-paiement de la solde d'avril 83. Puis les quartiers généraux de Bor et de Pibor sont attaqués le 16 mai par un détachement de la 1ère division de Juba conduite par le commandant Dominic Kasiano.

- 20 Le bataillon 105, commandé par Kerubino Kwanyin, les garnisons de Pibor (commandées par David Riek) et de Pochalla (avec tout son armement) parviennent à s'enfuir sans trop de pertes (5 morts dans le bataillon 105 – Abel Aliér, p. 245). Le 6 juin 1983, le major William Nyuon Bany repousse l'attaque de sa garnison d'Ayod et, avec tout son bataillon 104, gagne l'Éthiopie. Ces trois commandants « déserteurs » à la tête de soldats de l'ex-Anyanya, bientôt rejoints par John Garang, s'unissent et lancent, en juillet 1983, le Mouvement/Armée de libération des Peuples du Soudan (MLPS/ALPS).

Le manifeste du MLPS/ALPS

- 21 Dans cette première publication, le MLPS marque clairement sa différence avec les mouvements qui l'ont précédé, en particulier le Southern Sudan Liberation Movement (l'Anyanya unifié et dirigé par Joseph Lagu) de la première guerre civile : « Le MLPS lutte pour l'instauration d'un Soudan uni et socialiste, non pas pour un Sud-Soudan séparé... La première tâche est de faire d'un mouvement sudiste dirigé par des réactionnaires uniquement soucieux du Sud, de postes et d'intérêts personnels, un mouvement progressiste dirigé par des révolutionnaires et ayant pour objectif la transformation socialiste de l'ensemble du Soudan... Le Sud est partie intégrante et inséparable du Soudan. » (*Horn of Africa*, p. 43) La tactique de la guérilla est la seule possibilité militaire offerte à l'Armée de libération (ALPS), qui doit maintenant se doter d'un commandement libéré des contre-révolutionnaires. Le MLPS doit gagner la confiance des groupes de combattants dispersés, principalement de l'Anyanya II. Cette stratégie au Sud sera complétée par des contacts avec l'opposition progressiste du Nord, et un appui sera recherché auprès des pays socialistes et autres. » (*idem*, p. 44)
- 22 La proclamation de cette orientation socialiste est immédiatement utilisée par le gouvernement soudanais pour présenter le MLPS comme une entreprise communiste et anti-musulmane. Le Manifeste de 1983 ne développe pas cette vision d'un socialisme soudanais mais, anticipant sur les mesures qui seront prises quelques mois plus tard, il précise que « sous la direction du MLPS, il y aura séparation de l'État et de la mosquée, ainsi que de l'État et de l'église ».

Les premiers engagements de l'ALPS

- 23 Avant de s'attaquer à l'armée soudanaise, le Mouvement va devoir combattre l'Anyanya II, commandée par Samuel Gai Tut et William Abdallah Chuol, anciens colonel et major de l'armée nationale qu'ils ont désertée en 1983 pour rejoindre les mutins d'Akobo de 1975 (selon A. Aliér, ils ont été révoqués et transférés dans l'administration en 1974 en tant que *commissioner* et *assistant commissioner*).
- 24 Le dialogue n'est pas facile entre ces vieux combattants de la première guerre et les dirigeants du nouveau mouvement : William Nyuon, Kerubino Kwanyin et John Garang. L'affrontement tourne à l'avantage de la tendance de Garang, qui a gagné le soutien des autorités éthiopiennes, peu désireuses d'être associées à un mouvement séparatiste

comme l'Anyanya II. Devant ce choix éthiopien, Samuel Gai se tourne vers Nimeyri, qui lui donne les moyens de combattre Garang en 1984. Mais un nombre toujours plus important de ses hommes se rallie à ce dernier et Samuel Gai finit par être liquidé par ses anciens soldats. Abdallah Chuol prend le commandement de ce qui reste de l'Anyanya II dans la province de Jonglei, où il est tué au début de l'année 1986, quelque temps après la mort de Akwot Atem qui s'était opposé à lui en 1985. Ainsi, les cinq premiers bataillons de l'ALPS sont formés à plus de 60 % d'anciens soldats de l'Anyanya II, le reste provenant de l'armée soudanaise, des forces de police, des gardiens de prison et de parcs nationaux, ainsi que d'étudiants (*Garang Speaks*, 1987, p. 55). La première offensive est la destruction de la petite garnison de Malual Gahoth le 17 novembre 1983 par 150 rebelles, suivie de l'attaque de Nasir le 12 décembre. En février 1984, Kerubino K. Bol, William Nyuon Bany et Kawae Makuei attaquent Ayod, la base de la CCI – kilomètre 265 du canal de Jonglei – et la base centrale de CCI à l'embouchure de la Sobat. Après ces actions, qui causent de lourdes pertes en hommes et en matériel à l'armée soudanaise, les compagnies (CCI, Chevron et Total) arrêtent leurs travaux.

- 25 Pendant l'année 1984 et les premiers mois de 1985, l'ALPS continue de harceler les avant-postes militaires et de police dans le Haut-Nil et le Bahr al-Ghazal, tout en combattant les Anyanya II ralliés au gouvernement. Son invasion de la province d'Equatoria-est, en janvier et février 1985, est repoussée à Terekeka et Torit, mais réussit à Borna en avril.
- 26 Pour ces premières opérations militaires, l'ALPS est équipée d'armements soviétiques obtenus auprès de la Libye et de l'Ethiopie. Par la suite, les armes seront de plus en plus souvent récupérées de l'armée soudanaise sur le champ de bataille.

Les propositions de Nimeyri (1983-85) et du conseil militaire de transition (1985-86)

- 27 En septembre 1983, le président Nimeyri fournit aux rebelles une raison supplémentaire de le combattre : il décrète l'application, sur l'ensemble du territoire, d'un code pénal « islamique » et d'une dizaine d'autres instruments juridiques.
- 28 L'abrogation de ces « lois de septembre » et des accords de défense avec la Libye et l'Égypte devient une revendication claire et absolue du MLPS, dont l'objectif est, plus que jamais, un 'nouveau Soudan uni, démocratique et séculier ». Aussi la proposition faite à John Garang de devenir premier vice-président du Soudan, chargé du développement de la région Sud réunifiée, et l'attribution de six portefeuilles ministériels pour les sudistes, apparaissent-elles comme tout à fait incongrues. Elles montrent que Nimeyri n'a pas voulu comprendre la nature du nouveau mouvement sudiste.
- 29 Suwar al-Dahab va également faire fausse route en ne voulant voir, dans le MLPS/ALPS, qu'un mouvement régional : il demande en effet à John Garang de négocier pour régler le problème du Sud ». Or, si le MLPS veut résoudre les problèmes au Sud, il entend le faire de la même façon et en même temps qu'il règlera les problèmes des autres régions, en sa qualité de mouvement national : « Toute négociation dans le cadre du soi-disant « problème du Sud » va à rencontre de l'intérêt national et conduit au désastre. » (J. Garang, radio ALPS, 27 mai 1985. *Garang Speaks*, p. 67)

- 30 Ainsi, malgré la suspension de la Constitution de 1973, la non-application des peines corporelles (amputation et flagellation) et le retour à une vie politique normale (autorisation des partis et associations), le MLPS refuse de reconnaître le Conseil militaire de transition et de prendre part aux élections.
- 31 Au temps où il combattait Nimeyri, John Garang avait été considéré avec sympathie par la plupart des Nordistes. Après la constitution d'un gouvernement civil comprenant quelques-uns des leaders du soulèvement d'avril 1985, les gens ne comprennent pas pourquoi le MLPS poursuit la guerre. Sans doute perd-on alors une chance pour la paix. Garang ne croit pas que les élections vont réellement avoir lieu et que, du changement, naîtra le dialogue avec ceux qu'il appelle « Nimeyri number two ». Son discours du 26 mai 1985 est clair à cet égard :
- « Nous ne resterions pas un jour de plus dans le bush, je peux vous l'assurer, si nous pensions que l'actuelle junte militaire représentait une chance sérieuse ou même une possibilité de changement réel. Si nous croyions cela [...], nous viendrions immédiatement à Khartoum pour contribuer à ce changement. » (*Garang Speaks*, p. 61)
- 32 Ainsi, invité par le ministre de la Défense à rencontrer le Conseil militaire de transition (CMT) « où et quand il le voudrait afin de discuter des meilleures solutions pour la sécurité et la stabilité de notre pays » (lettre du général Osman Abdallah, mai 1985, in *Garang Speaks*, p. 86), John Garang ne se donne même pas la peine de répondre. Il justifiera sa position plus tard lorsque le premier ministre Gizouli Dafallah lui proposera de régler le « problème du Sud [sic] par une autonomie régionale dans le cadre d'un Soudan uni ». Selon Garang, le CMT est uniquement préoccupé de gagner du temps afin de préparer son offensive militaire et diplomatique contre le MLPS car, s'il souhaitait vraiment le dialogue, « il aurait convoqué un congrès national pour débattre du système de gouvernement, aurait levé l'état d'urgence (et pas seulement déclaré le cessez-le-feu), annulé les lois islamiques de Nimeyri (c'est un non-sens d'évoquer leur adaptation), annulé les traités de défense et d'intégration économique et politique avec l'Égypte et l'accord récent avec la Libye ; il aurait également dû laisser la place à un nouveau gouvernement intérimaire représentant toutes les forces politiques [le MLPS ne participa pas au CMT ni au gouvernement], les deux armées combattantes comprises. » (*Garang Speaks*, pp. 95-96)
- 33 En novembre 1985, le premier ministre répond que le CMT « bénéficie du soutien de la Nation... Les forces politiques ayant librement accepté l'installation du CMT [...], l'Alliance nationale, dans un communiqué diffusé le 10 avril, a reconnu le rôle du MLPS/ALPS dans le renversement du régime dictatorial et lui a demandé de se joindre au gouvernement intérimaire. Nous n'avions aucun doute quant à votre arrivée imminente à Khartoum après le 6 avril... Nous n'avons pas d'objection de principe quant à la tenue d'un Congrès national... La *charia* sera à l'ordre du jour du Congrès. Il pourrait en être de même pour le traité de défense avec l'Égypte... et l'accord avec la Libye. » (*Garang Speaks*, pp. 105-108) Ces déclarations n'empêchent pas John Garang de considérer les officiers du CMT comme ayant « volé la victoire aux masses » et usurpé la légitimité. À une discussion avec le CMT, le Mouvement préfère des rencontres avec l'Association politique sud-soudanaise (APSS) et avec l'Alliance pour le salut national (ASN). Le 8 février 1986, un communiqué commun APSS/MLPS proclame la nécessité d'une Conférence nationale après satisfaction de l'essentiel des pré-conditions posées par le MLPS.

- 34 Fin mars 1986, à Koka Dam (Éthiopie), le MLPS et l'ASN organisent une rencontre à laquelle participent toutes les forces politiques, à l'exception du Parti démocratique unioniste (PDU) et du Front national islamique (FNI). Les partenaires tombent d'accord sur les préalables à l'ouverture d'une Conférence constitutionnelle nationale : levée de l'état d'urgence, abrogation des « lois de septembre » et des autres lois restrictives des libertés, adoption de la Constitution de 1956 amendée en 1964 en y incorporant les textes sur le gouvernement régional, abrogation des accords militaires. Cette Conférence doit débattre des questions de nationalité, de religion, de culture, de droits de l'homme, du système de gouvernement, du développement, des forces de police et de sécurité, de l'éducation, des médias, de la politique étrangère. Mais la question de la dissolution du gouvernement et de son remplacement par un gouvernement d'unité nationale incluant le MLPS et les forces armées est renvoyée à plus tard. Des réunions préparatoires auront lieu avant la tenue de la Conférence, prévue pour la troisième semaine de juin 1986.
- 35 Pendant ce temps, la guerre se poursuit. L'armée gouvernementale lance une offensive dans les régions de Mongalla et de Gemmeiza au début de 1985. L'ALPS s'empare de Bornia en avril, occupe Yirol en décembre, lance des opérations dans le sud du Kordofan et du Nil Bleu, combat les Fertit dans l'ouest du Bahr al-Ghazal, enfin est rejoint par les Mundari après la prise de Pochalla en avril. En 1985, les forces armées nationales entreprennent de coopérer avec les milices locales (Murahiliyin), principalement celles des Rizaygat et des Messeriya (Sud-Darfour et Sud-Kordofan).

Des occasions ratées pendant le gouvernement civil de Sadiq al-Mahdi (1986-1989)

- 36 En définitive, le CMT n'a entrepris aucune recherche de la paix. Il a remis le pouvoir aux civils comme prévu. Après les élections d'avril 1986, Sadiq al-Mahdi, nouveau premier ministre, prend contact avec John Garang, qui décline l'offre de participation au gouvernement et réaffirme sa position : il faut d'abord tenir la Conférence constitutionnelle, premier pas vers la construction d'un nouveau Soudan, une forme de « régionalisme ou de fédéralisme qui permettra aux masses et pas seulement aux élites régionales d'exercer un pouvoir véritable et d'œuvrer au développement économique et social et à la promotion de leurs cultures ». (Ouverture de la conférence de Koka Dam, 26 mars 1986, *Garang Speaks*, pp. 156-26).
- 37 Dans la mesure où les règles et les collèges électoraux n'ont pas été modifiés, les « forces modernes », c'est à dire les syndicalistes et militants « de gauche », très actifs au sein de l'ANS, ne gagnent aucun siège à la nouvelle assemblée, qui reste dominée par les partis traditionnels et dans laquelle les élus du FNI se retrouvent presque aussi nombreux que ceux du PDU. Devant cette situation, Sadiq al-Mahdi, qui a vigoureusement condamné les « lois de septembre » et dont le parti (Umma) est signataire de la déclaration de Koka Dam, revient sur sa position. Il déclare que le représentant de l'Umma à Koka Dam n'a pas été mandaté officiellement et que, par conséquent, sa signature est sans valeur. Puis il ajoute que cette déclaration ne saurait engager le gouvernement, dont les deux partenaires, le PDU et le FNI, n'ont pas participé à la conférence de 1986. Enfin, il préconise des lois islamiques alternatives pour remplacer celles de Nimeyri. Un comité *ad hoc* se met au travail en novembre 1987.

- 38 En vérité, dès son retour au pouvoir, Sadiq al-Mahdi va oublier les déclarations qu'il a faites pendant la campagne électorale et va renouer avec les idées anciennes (communes aux trois grands partis) sur le rôle nécessaire de l'islam dans la construction du Soudan. Surtout, il entend être à la source de toute décision politique. Il est en fait davantage intéressé par la mise au point d'un nouveau code pénal que par la recherche d'un accord avec le MLPS. Il ne fait aucun cas du conseil que lui donne J. Garang lors de leur entrevue du 31 juillet 1986 à Addis Abeba :
- « Si j'étais à votre place, je tiendrais une conférence de presse à mon arrivée à l'aéroport de Khartoum, et j'annoncerai la réalisation des six pré-conditions à l'ouverture de la Conférence constitutionnelle... Si vous faites cela, je vous assure que dès le lendemain je déclarerai le cessez-le-feu. » (*The Call for Democracy*, p. 167)
- 39 Au lieu d'instaurer le cessez-le-feu, l'ALPS détruit en plein vol un avion de ligne près de Malakal, le 16 août 1986. Les soixante victimes serviront de justification au gouvernement pour relancer les opérations et mettront un terme à la sympathie dont Garang pouvait encore bénéficier auprès de beaucoup de gens du Nord. L'armée de Khartoum brise le siège de Bor en décembre, mais ne peut éviter celui de Rumbek, ni la prise de Pibor, Ayod et Jokau en mars-avril 1987.
- 40 Dans ces opérations, l'armée est « appuyée » par les milices qui sont malheureusement plus engagées contre les civils que contre l'ALPS. Ces milices « arabes » recrutent principalement parmi les jeunes nomades appauvris par la sécheresse de 1984-85, et qui voient à portée de main (et de fusil) les pâturages et les troupeaux des Dinka au nord du Bahral-Ghazal. Echappant pour beaucoup au contrôle des chefs traditionnels – la structure tribale étant mise à mal par les difficultés économiques et politiques – ils seront responsables, en représailles du vol de quelques bêtes et de la mort de quelques-uns des leurs, tués par l'ALPS, du massacre d'un millier de Dinka à al-Da'ein en mars 1987 puis, avec le soutien de l'armée, du meurtre de centaines d'autres à Wau en juillet 87. Des milices sudistes (Mundari, Murle, Fertit) seront également utilisées contre l'ALPS, qui agira elle-même parfois comme une vulgaire milice dinka à l'égard de ces populations avant qu'elles se rallient au Mouvement.
- 41 À la fin de 1987, le MLPS/ALPS a largement étendu son emprise sur le Sud et s'est même emparé – mais pour peu de temps – des villes de Kurmuk et Qeissan dans le sud du Nil Bleu. Une pareille offensive donne des arguments au gouvernement pour dénoncer le soutien fourni aux rebelles par l'Éthiopie, et désigner ces derniers comme étant manipulés par des puissances étrangères hostiles à l'islam et au monde arabe. Effectivement, le soutien éthiopien au MLPS, en retour de celui fourni par Khartoum aux Erythréens et aux forces anti-Dergue, est considérable, mais le réduire à une marionnette entre les mains de pays inamicaux est une vision pour le moins étroite, et tenter de résoudre le « problème du Sud » en « négociant » avec les « manipulateurs » supposés ne peut pas conduire à la paix. Cependant, l'épisode de Kurmuk, après la destruction d'un autre avion civil, creuse un peu plus le fossé entre le MLPS et la communauté nordiste, pas toujours informée des véritables objectifs du Mouvement, et contribue à l'accroissement de l'aide des pays arabes à Khartoum. Enfin, à partir de ce moment, tous ceux qu'on soupçonne de sympathie pour les « hors-la-loi » deviennent une « cinquième colonne » et sont susceptibles d'être poursuivis.
- 42 L'année 1987-88 va cependant être riche en réunions entre le Mouvement et des organisations nordistes. Le MLPS rencontre les partis « africains » légalistes à Addis Abeba (le 24/8/87, en présence également de l'Anyanya II), à Kampala (le 8/9/87), à

Nairobi (le 22/ 9/87) et à Addis Abeba (les 5-7/7/88). Il lance avec eux un appel pour la tenue de la Conférence de dialogue national avant la fin de 1988, ainsi qu'à l'aide humanitaire internationale pour les victimes sudistes et pour le retour à un État séculier.

- 43 Dans un document de travail en faveur de la paix, le premier ministre fait remarquer que les deux obstacles aux négociations sont « maintenant levés : aucun parti nordiste ou national ne tient plus le langage de l'acculturation forcée [...], aucun groupe politique sudiste ne tient plus le discours de la sécession ». Mais il maintient toujours que la déclaration de Koka Dam « est incomplète car elle n'apporte que des demi-réponses à certaines questions ; par exemple, le retrait des lois de septembre 1983 n'est accompagné d'aucune indication quant aux lois de remplacement. Il y a deux possibilités : revenir aux lois antérieures ou trouver une législation alternative acceptable. » (*Proceedings of the Bergen Forum*, pp. 157-59)
- 44 Le 4 août 1988, le MLPS précise de nouveau sa position sur le processus de paix :
« Une paix durable ne sera possible que lorsque tous les secteurs de la société soudanaise prendront conscience du fait que le Soudan est un État multiethnique et pluri-religieux... Cela implique une restructuration complète des pouvoirs politiques du gouvernement central au profit de tous les Soudanais, quels que soient leur race, sexe, appartenance ethnique ou croyance religieuse... Le seul obstacle à la tenue de la Conférence constitutionnelle nationale est le premier ministre Sadiq al-Mahdi, qui refuse obstinément d'en accepter les pré-conditions... Si la seule raison d'écarter la déclaration de Koka Dam est que le PDU et le FNI n'en sont pas cosignataires, et si par ailleurs le gouvernement désire sincèrement trouver une issue pacifique au conflit, le MLPS/ALPS propose la tenue d'une nouvelle conférence comme celle de Koka Dam... avec la participation du PDU et du FNI. » (*Proceedings of the Bergen Forum*, pp. 164 & 168)
- 45 Finalement, le PDU se rend à Addis Abeba, où John Garang et Mohamed Osman al-Mirghani signent un accord le 16 novembre 1988. Le MLPS fait une concession importante : « Quoique le MLPS/ALPS demeure fermement attaché à l'abrogation des lois de septembre et à leur remplacement par celles de 1974, et parce qu'il désire vivement la tenue de la Conférence nationale, il accepte que, d'ici là, les articles impliquant des châtiments corporels (*hudud*) soient [simplement] gelés jusqu'à la Conférence, qui débattrait de lois alternatives. »
- 46 Les deux responsables se mettent également d'accord sur l'abrogation des traités militaires, la levée de l'état d'urgence et les modalités du cessez-le-feu. Pour beaucoup de Soudanais, cet accord du 16 novembre 1988 représente un pas décisif vers la paix. Le chef spirituel de la confrérie Khatmiyya est loué à son retour à Khartoum.
- 47 Plus rien n'aurait dû empêcher de progresser en direction de la paix, si ce n'est qu'en procédant ainsi, Sadiq al-Mahdi n'aurait eu qu'un second rôle, et que le FNI était opposé au gel de la *chari'a*. Pour ces deux raisons, Sadiq al-Mahdi choisit de gouverner avec le FNI et, jusqu'à la fin, il continua de demander des explications sur des questions auxquelles le MLPS et l'accord du 16 novembre avaient donné des réponses précises.
- 48 Mais l'armée, tout comme la population et les partis politiques, s'est lassée de ces tergiversations. Le ministre de la Défense déclare soutenir l'accord du 16 novembre. Le 20 février, l'état-major donne une semaine au premier ministre pour résoudre la crise et entériner l'accord MLPS/PDU ou lui donner les moyens de gagner la guerre (l'ALPS a repris des garnisons importantes en janvier 89) et pour former un gouvernement d'union nationale. Sadiq al-Mahdi atermoie encore jusqu'à ce que l'armée ne lui

accorde plus que 72 heures pour en finir. Un nouveau gouvernement est enfin formé le 27 mars. Il comprend des représentants des « forces modernes » (syndicalistes), le parti communiste, le PDU, l'Umma, des Noubas, des sudistes... mais pas le FNI et, bien entendu, pas le MLPS. Le 3 avril 1989, le parlement adopte l'accord du 16 novembre 1988.

- 49 Une rencontre avec le MLPS est programmée pour le 4 juillet 1989 et la Conférence constitutionnelle nationale est fixée au 18 septembre. Le Conseil des ministres doit se prononcer le 30 juin sur l'abrogation des traités militaires et des lois de septembre, et sur l'amnistie des prisonniers condamnés à des peines d'amputation. Sadiq al-Mahdi doit se rendre le 1er juillet en Libye pour confirmer l'abrogation du pacte militaire entre les deux pays. Mais le 30 juin, un coup d'État met fin à ce processus, qui convenait à tous... sauf au FNI.

Le FNI, le fédéralisme et la religion

- 50 La position du FNI sur les relations entre la politique et la religion a été donnée en 1987 dans la Charte pour le Soudan (Sudan Charter) : les musulmans ont le droit d'exprimer leur religion dans tous les aspects de la vie, « ils ne sauraient épouser le sécularisme » qui « les prive de la pleine expression de leurs valeurs dans la vie publique, sans causer un grand dommage aux croyants non-musulmans dont la religion s'exprime exclusivement dans le cadre de la vie privée et de la morale... Les musulmans, par conséquent, ont un droit légitime, en vertu de leur choix religieux, de leur poids démographique et de la justice naturelle, de mettre en application les valeurs et les règles de leur religion dans toute leur étendue en ce qui concerne leurs affaires personnelles, familiales, sociales et politiques. » (*The Search for Peace and Unity in the Sudan*, 1987, p. 79).
- 51 Ainsi, le sécularisme est un obstacle à la liberté religieuse des musulmans et, dans la mesure où les autres religions n'ont pas de prolongement dans la sphère sociale et politique, une jurisprudence et une organisation politique islamiques peuvent être imposées sans porter préjudice aux minorités dont les droits religieux et le statut personnel et familial (mariage, cohabitation, divorce, tutelle, héritage) sont respectés. Mais figure également dans ce document une mention selon laquelle « l'autorité législative d'une région à majorité non-musulmane peut déroger à l'application de la loi nationale lorsque les faits qualifiés de délits par le code pénal islamique ne le sont pas selon la coutume ou la religion locales » (*idem*, p. 82).
- 52 Devant les difficultés soulevées par l'administration du Soudan à partir d'un seul centre, les rédacteurs de la Sudan Charter proposent la création de régions séparées jouissant d'une autonomie partielle, et la représentation des régions dans les organes du gouvernement central, de l'administration et des services publics. De nombreuses prérogatives devraient être dévolues aux régions fédérées mais, « plus important, le système fédéral devrait protéger les « élus » régionaux des pressions des autorités centrales » (*idem*, p. 84). Les domaines réservés au pouvoir fédéral, éventuellement avec mise en place d'une déconcentration administrative, sont « la défense et la sécurité nationales, la politique étrangère, l'immigration et les étrangers, les communications et les transports interrégionaux, l'appareil judiciaire et la législation, les finances, le commerce extérieur et interrégional, les ressources naturelles » (*idem*, p. 85).

- 53 Un consensus national sur les institutions politiques du Soudan devrait sortir d'une Conférence constitutionnelle générale ouverte à toutes les forces politiques, la participation du MLPS étant conditionnée à un accord de cessez-le-feu.
- 54 Plusieurs points de ce projet auraient dû faire l'objet de discussions avec les partis politiques du Nord et les sudistes, mais en aucun cas le rôle de la *chari'a* comme source générale du droit et référence pour l'organisation politique et sociale ne pouvait être remis en question. Dans ces conditions, il devint évident que la Conférence prévue pour septembre 1989 aurait fermé la porte aux ambitions et aux souhaits du FNI et consolidé le pouvoir du PDU, de l'Umma et autres pour de nombreuses années. Le moment était venu, pour le FNI et ses supporters dans l'armée, d'empêcher la renaissance d'un État bâti sur le modèle occidental, fût-ce au prix d'un prolongement de la guerre civile.

Les premières initiatives du conseil de commandement de la révolution (CCR)

- 55 Dans sa première déclaration, le général Omar Hasan al-Bachir annonce un mois de cessez-le-feu et l'amnistie pour tous ceux qui déposeront les armes. Il ajoute qu'à moins d'être réglée pacifiquement, la controverse sur la *chari'a* ou tout autre question sera tranchée par un référendum (NSCR first statement, *Sudanow*, août 1989, p. 8).
- 56 Il appelle également à la négociation avec le MLPS. Il rencontre lui-même Mansour Khalid, conseiller de John Garang. En août, des discussions entre Mohamed al-Amin Khalifa et Lam Akol échouent à Addis-Abeba ; le cessez-le-feu est néanmoins prolongé d'un mois et J. Garang invité à une conférence pour débattre de questions portant sur l'identité nationale, le système politique et les relations entre l'État et la religion. Le leader du MLPS/ALPS décline l'invitation à ce Dialogue national pour la paix qui se déroule du 9 septembre au 18 octobre 1989 et rassemble une centaine de participants, parmi lesquels Gizouli Dafallah, Abel Alier, Joseph Lagu, Mudathir Abdel Rahim, Philip Obang, M. I. Abu Salim, Francis Deng, Mathew Obur, etc., mais, bien entendu, aucun représentant des partis politiques et syndicats dorénavant interdits.
- 57 Dans son discours d'ouverture, le président déclare à ceux qu'il qualifie d'élite intellectuelle et professionnelle du pays » que leurs conclusions vont devenir l'expression de la volonté nationale de la Révolution :
- « Nous souhaitons que votre conférence parvienne à la formulation d'un règlement politique et propose une forme de gouvernement qui permette la diversité culturelle dans le cadre de l'unité nationale. Une culture ne doit pas être étouffée au bénéfice d'une autre, et aucun groupe ne doit imposer son mode de vie à un autre... Nous attendons de vos débats un modèle qui assurera au maximum la liberté religieuse et de croyance, et la participation de tous sur la base de la citoyenneté, et permettra un développement équilibré ainsi que le partage équitable des ressources et des richesses nationales, et garantira la diversité culturelle et géographique sous la protection d'une nation soudanaise unie. » (Conférence pour la paix, Ministère de la Culture et de l'Information, Khartoum, septembre 1989, pp. 13-14)
- 58 Certains participants ne reconnaissent pas à ce rassemblement le pouvoir de décider de l'avenir de la nation et demandent la tenue d'une véritable Conférence constitutionnelle en même temps qu'ils réaffirment leur attachement à un État séculier. Le général Peter Cirillo déclare :

« Aucun d'entre nous réunis ici ne peut prétendre représenter tel ou tel groupe social, puisque nous n'avons pas été mandatés pour cela par les masses soudanaises [...]. Cette assemblée ne saurait se substituer à une Conférence constitutionnelle nationale où toutes les forces politiques [...] auraient été représentées afin de décider de l'avenir de ce pays. » (*Critical Analysis of the Problems of the Sudan and the Prospects for Permanent Peace*, 20/09/89)

- 59 Les responsables des Églises chrétiennes soudanaises, en même temps qu'ils dénoncent les campagnes contre les chrétiens et les obstacles à une vie et une activité normales des communautés chrétiennes (impossibilité d'agrandir et de construire des églises sans l'accord d'autorités peu empressées à le donner, non accès aux médias, conséquences des dispositions du droit musulman...), expriment leur conviction, pour le maintien de l'unité nationale soudanaise, de la nécessité de séparer État et religion, et demandent l'abrogation des lois de 1983, du décret de 1962 sur les Missions (1962 Missionary Act), ainsi que l'accès quotidien à l'antenne (radio, TV) et le soutien moral, juridique et matériel du gouvernement (*Leaders of the Sudanese Christian Churches*, 15/10/89).
- 60 On le voit, les participants à ce rassemblement usent de leur liberté de parole, mais les conclusions des différents groupes de travail sont celles d'une majorité dont les idées ne sont pas éloignées de celles du nouveau pouvoir qui a choisi les invités. Selon Joseph Lagu,
- « ce fut un très bon rassemblement de Soudanais de régions différentes qui discutèrent librement, même sous un prétendu régime militaire... Les résolutions des divers sous-comités sont le fruit de compromis et de compréhension et pourraient permettre à tous les Soudanais de vivre en harmonie et dans l'aisance. Nous pourrions ainsi sérieusement affronter les prochaines discussions avec Garang. » (*Sudanow*, novembre 1989, p. 1)
- 61 Le 1^{er} novembre, le Conseil de commandement et le Conseil des ministres se réunissent pour entériner, à l'unanimité, les recommandations de la Conférence de dialogue pour la paix : un système fédéral semble être le mieux adapté au Soudan ; il apportera égalité et développement pour toutes les régions. Le président et le vice-président de la République fédérale seront élus au suffrage universel direct. L'assemblée législative fédérale sera élue sur une base démocratique selon une formule qui permettra la représentation des groupes influents dans la société. Outre ses pouvoirs législatif et judiciaire, le gouvernement fédéral contrôlera les forces armées et la défense, la sécurité nationale, les affaires étrangères... Les états fédérés auront des pouvoirs législatifs et des prérogatives en matière de sécurité, de fiscalité, de commerce frontalier, d'éducation primaire et secondaire, de médias.. Dans le domaine de la religion, les recommandations adoptées sont également proches du programme du FNI : les musulmans ont le droit de conformer leurs diverses activités aux principes et à la législation de leur religion, sans toutefois que cela ne réduise les droits des autres ou leur cause dommage ou préjudice. La *chari'a* et les coutumes sont les deux sources principales du droit. Le statut personnel est régi conformément à la religion ou à la coutume suivie par le couple. Les Soudanais sont égaux devant la loi. Aucune discrimination ne saurait exister entre les citoyens en raison de leur religion, origine ethnique ou sexe.

La réponse du MLPS/ALPS

- 62 En décembre 1989, une seconde rencontre a lieu à Nairobi, sous les auspices de l'ancien président Jimmy Carter. Le MLPS ne considère pas comme suffisante la possibilité donnée aux nouveaux états fédérés de décider de leur système pénal tant que les relations entre ces derniers et le pouvoir central n'auront pas été précisées, le MLPS n'ayant jamais été exclusivement concerné par les lois appliquées au seul Sud, mais par « un système de gouvernement plus juste et convenant à l'ensemble du Soudan, Sud compris ».
- 63 Les deux autres raisons de l'échec de cette rencontre sont le rapprochement du MLPS avec le Forum démocratique national – auquel il a adhéré le 28/03/90 – et, surtout, le fait que les rebelles dominant sur le terrain. Au cours de l'année 1989, avant le coup d'État, ils s'étaient déjà emparés de plusieurs garnisons : Torit, Nasir, Nimule, Gemmaiza, Mongalla, Akobo, Bor et Watt. En octobre, ils lancent des opérations dans le sud du Nil Bleu et s'emparent à nouveau de Kurmuk et d'autres villages du sud du Dar Funj : Chali, Deim Mansour, Doro. L'armée gouvernementale reprend ces places à la fin de l'année et est accusée du bombardement de Yirol et de l'exécution de 30 à 50 civils à Wau. Par un décret d'octobre 1989 (Popular Defense Act), les milices tribales sont officiellement transformées en unités para-militaires bientôt dénoncées pour leurs exactions contre les populations nouba du Sud-Kordofan. De son côté, le MLPS/ALPS est accusé, par le Tigray People Liberation Front (TPLF) et l'Oromo Liberation Front (OLF), d'avoir attaqué des civils éthiopiens dans le Walega et l'Illubador. En représailles, en janvier 1990, le TPLF et l'OLF détruisent les camps de réfugiés soudanais de Tsore et Asosa. Les populations – principalement des Uduk mais également des Maban et des Nuer – reviennent au Soudan pour se retrouver quelques mois plus tard à nouveau en Ethiopie, à Itang.
- 64 En 1990, le MLPS/ALPS poursuit son avancée et les zones qu'il contrôle subissent les raids de l'aviation soudanaise. Il s'empare de Kajo-Kaji et de Kaya et lance des tirs sur Juba en janvier. En mai, il prend Melut. Torit, quartier général du Mouvement et capitale du « Nouveau Soudan », est bombardé en juin puis en novembre. Entre novembre 1990 et mars 1991, les rebelles prennent le contrôle de toute la province de l'Ouest-Equatoria. Pendant ce temps, les autorités de Khartoum chassent plus de 150.000 déplacés des faubourgs et bidonvilles vers le nord du Bahr al-Ghazal tout en empêchant l'acheminement des convois d'aide alimentaire dans les sites convenus avec les organisations des Nations Unies. Harcelés et dépouillés en chemin, ces réfugiés de l'intérieur marchent vers les villes tenues par le MLPS : Yirol, Bor, Torit, Kapoeta. Les milices chassent également les habitants de la région de Bentiu, de Fangak et d'ailleurs dans le Haut-Nil. Des milliers de personnes remontent la Sobat pour gagner l'Ethiopie. Après la bataille de Yei en août 1990, les habitants de Rokon, Wonduruba, Loka et Limbe affluent à Kajo-Kaji, où arrivent également des réfugiés en provenance de l'Ouganda. La chute de l'Equatoria-Ouest aux mains de l'ALPS en novembre 1990 déclenche une nouvelle vague de départs à partir de Yambio, Anzara, Tombura, et plus de 500.000 déshérités se retrouvent au bord de la famine (*Foods needs for the year 1991 & Appeal to international donor community*, décembre 1990).

Les famines de 1986 et 1991 au Sud-Soudan

- 65 Dès le début du conflit, les deux camps font porter un très lourd fardeau aux populations civiles. L'ALPS retarde l'acheminement de l'aide humanitaire vers les villes assiégées. Khartoum met des obstacles à l'approvisionnement des zones contrôlées par la rébellion et laisse les milices harceler les communautés Dinka non « protégées » par l'ALPS, volant leur bétail, brûlant leurs récoltes. Cette insécurité, les mines, les bombardements, etc., empêchent tout recours aux stratégies traditionnelles de lutte contre la disette et la sécheresse : migration et travail saisonnier, placement des enfants (y compris chez les Arabes nomades ou paysans du Nord), collecte des nourritures sauvages...
- 66 Dans ces conditions, les populations sudistes sont rapidement et massivement victimes de la famine ou de la maladie. Pour la plupart, le seul moyen d'échapper à une mort quasi certaine est de se réfugier dans les villes du Nord ou dans les pays voisins. Entre un tiers et la moitié de la population du Sud-Soudan est ainsi déplacée en 1988.
- 67 La famine s'est déclarée dès le début de 1986, mais les premiers appels à l'aide sont restés sans écho. Le gouvernement soudanais et les pays donateurs occidentaux n'ont même pas réagi lorsque des moribonds sont arrivés à la gare centrale de Khartoum par le train d'Aweil. Les premières tentatives d'aide n'ont été agréées ni par le gouvernement ni par le MLPS qui, le 14 août 1986, a promis de détruire tout avion survolant son territoire. La première action des Nations Unies (Operation Rainbow) a dû être interrompue en octobre après 11 vols seulement, et son responsable américain a été expulsé pour ingérence.
- 68 Lorsque les agences étrangères lancent un appel pour rassembler les 70. 000 tonnes de vivres nécessaires à la couverture des besoins pour les six premiers mois de 1987, le Sudanese Rehabilitation and Resettlement Committee (SRRC) répond que les secours sont déjà en route vers Juba et les autres localités et que l'on n'a besoin de rien avant avril 1987. En réalité, Khartoum refusera de déclarer le Sud zone d'urgence alimentaire jusqu'en octobre 1988. De leur côté, les pays occidentaux ne sont pas vraiment préoccupés par cette famine. Les ONG engagées au Soudan elles-mêmes « s'inquiètent davantage d'un afflux possible de réfugiés éthiopiens victimes de la sécheresse que des mouvements en cours des déplacés du Sud-Soudan » (*Starving in Silence*, Article 19, p. 132). Pendant ce temps, 250. 000 Sudistes périssent.
- 69 La « découverte » de la famine au Sud-Soudan sera fortuite. Une mission de l'ONU vient enquêter sur la situation des déplacés sudistes dans le Nord-Soudan après les pluies et crues d'août 1988. Quelques-uns des journalistes l'accompagnant sont « amenés » à se rendre dans le Sud. Leurs voix se joignent à celles qui ne sont pas écoutées depuis 1986. Le parlementaire Mickey Leland s'investit particulièrement dans ce combat pour faire connaître la famine non pas comme une fatalité liée à la sécheresse, mais comme la conséquence de la guerre et de la politique. Mais il faut encore attendre le début de 1989 pour que l'aide d'urgence parvienne dans la ville de Kapoeta. L'opération Lifeline démarre en avril 1989 mais doit être interrompue en novembre à cause de la reprise des combats (après six mois de cessez-le-feu) et de l'accusation, par le gouvernement, selon laquelle elle servirait à acheminer des armes chez les rebelles. Quelques ONG continuent à ravitailler les zones sous contrôle de l'ALPS, et la Lutheran World Federation à assurer l'approvisionnement de Juba à partir du Kenya. Cette première phase de l'Opération Lifeline Sudan (OLS I) permet d'acheminer, par des « corridors de

sécurité », 111. 000 tonnes de grain. Après une intense activité diplomatique, OLS II est lancée en mars 1990, mais avec un rôle plus important accordé au SRRC. Tout au long de cette opération OLS II, les disputes seront nombreuses entre les autorités soudanaises et les agences de l'ONU et les ONG, accusées de soutenir L'ALPS. En dépit de nombreuses contraintes et de difficultés logistiques, 81. 000 tonnes sont livrées au 15 novembre 1990 (*Operation Lifeline Sudan, UNICEF emergency appeal*, p. 9).

- 70 Arrêter à cette date sera la pire des décisions : la récolte 1990-91 va s'avérer mauvaise, et pas seulement dans le sud (semaillages tardives, sécheresse ou inondations, pluies capricieuses, parasites et prédateurs en quantité). Là où des conditions meilleures auraient pu être réunies, les bombardements et les déplacements de population ont interdit tout travail agricole. En août-septembre, les spécialistes présents sur le terrain et ceux du Early Warning System déclarent que 'le manque de pluie a été quasi général au Soudan et que la récolte s'annonce déficitaire, en particulier celle du sorgho dans la zone de Gedaref » (*Sudan Update*, 24/8/90).
- 71 De son côté, l'organisation humanitaire du MLPS/ALPS, la Sudan Relief and Rehabilitation Association (SSRA), en liaison avec le Programme alimentaire mondial (PAM), confirme la situation critique du Sud en juin 1990 :
- « - de vastes étendues du nord du Bahr al-Ghazal, parmi les plus prometteuses, n'ont pas reçu suffisamment de pluie ; les déplacés au Nord-Soudan reviennent en grand nombre ;
 - certaines zones de la province des Lacs sont entièrement desséchées vues d'avion ;
 - dans le Haut-Nil, il n'y aura pas de récolte dans les régions de Leer, Kapoeta, Kaya, Kajo-Kaji ;
 - les pluies peuvent encore arriver, mais la perte des premières récoltes rend la situation alimentaire encore plus fragile. »
- 72 À la réception de ce message, le coordonnateur du programme d'aide en zone MLPS/ALPS lance un appel pour une action rapide afin de prévenir un désastre en 1990-91, et déclare l'état de famine :
- « Dans une situation aussi critique, avec la guerre, l'absence de moyens de transports, les déplacements de population et le retour des déplacés [...], les populations du Sud-Soudan subiront inévitablement un véritable désastre... »
- (SRRA, *Famine Looms in Southern Sudan in 1990-91*, Kapoeta, juillet 1990).
- 73 Ces prévisions sont confirmées en décembre 1990 dans un deuxième rapport de la SRRA, qui estime qu'1,5 million de personnes sont menacées de famine dans les zones administrées par le MLPS/ALPS et ont un besoin urgent de 250. 448 tonnes d'aide alimentaire pour les sept premiers mois de 1991. Selon l'agence sudiste, sur les 8 millions de Sud-Soudanais, 1,6 million ont quitté le Sud pour Khartoum, le Sud-Kordofan, etc., et près de 500. 000 pour l'Éthiopie, l'Ouganda, le Zaïre, la RCA. Enfin, quelque 400. 000 personnes se trouvent dans les villes tenues par le gouvernement. C'est donc près du tiers de la population (5 ; 5 millions) du Sud qui est en danger.
- 74 La SRRA se déclare prête à recevoir l'aide dans ses entrepôts de Bor, Torit, Kaya, Kajo-Kaji, Yambio, Sobat river, Nord-Jonglei, Yirol, Leer. Outre le grain, elle demande de l'équipement pour la pêche (5% de la population concernée utilisant des harpons et 15 % des filets) et l'agriculture, ainsi que des semences, et indique les routes d'accès à ces centres à partir des pays voisins. Du Nord-Soudan, les secours peuvent être acheminés par barges de Kosti à Malakal et par train de Muglad à Aweil (*Foods Needs...*, décembre 1990). Ces deux routes nécessitent l'accord de Khartoum. Il faudra près de six mois pour l'obtenir...

- 75 En octobre 1990, le gouvernement soudanais parle toujours d'un « food gap », d'une « soudure un peu difficile » jusqu'à la récolte qui « s'annonce bien ». Mais le plus étonnant est d'entendre le responsable du PAM à Khartoum, M. Trevor Page, tenir les mêmes propos le 6 octobre 1990 :
- « Je ne pense pas que le Soudan soit menacé de famine... La situation n'est pas si mauvaise. Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura un sérieux déficit dû à la sécheresse... La crise sera évitée par l'octroi de 70.000 tonnes de vivres d'ici la récolte. » (*Sudanow*, novembre 1990, pp. 8-9)
- 76 Au même moment, les spécialistes soudanais, les gouverneurs du Kordofan et du Darfour et le ministre de l'Agriculture lui-même ont une meilleure appréciation de la situation. Ce dernier déclare :
- « De faibles pluies, un manque de carburant et l'insécurité, particulièrement dans le Sud-Kordofan, ont réduit les zones de culture, accroissant ainsi le risque de famine. Les pluies ont été inférieures de moitié à la normale dans la zone d'agriculture mécanisée de Gedaref, qui produit la moitié du sorgho. Selon une étude réalisée en septembre 1990, sur les 2,7 millions de feddans ensemencés, 2 millions seulement produiront. Mais l'étude prévoit en même temps un faible rendement dans la mesure où les conditions climatiques dans la région de Gedaref ont été identiques à celles de 1984-85, année où la récolte fut de 195.000 tonnes seulement. La situation est encore pire au Kordofan. Les agences de développement travaillant dans cette région rapportent que seulement 10 % des terres préparées ont été emblavées. »
- 77 De son côté, la Banque soudanaise de l'agriculture signale qu'elle dispose d'environ 89.000 tonnes de sorgho – comparées aux 370.000 tonnes de septembre 1988– et qu'en outre, « ce stock est déjà réservé et peut-être impropre à la consommation » (*Sudanow*, décembre 1990, pp. 7 & 10).
- 78 Une telle situation, après la récolte record de la saison 1988-89 (4,4 millions de tonnes de sorgho, ce qui donnait 1,4 million de tonnes de surplus pour la vente et les réserves, auxquelles s'ajoutaient 900.000 tonnes de blé) est surprenante. Certes, la récolte de 1989-90 a été mauvaise : 2,1 millions de tonnes (1,16 Mt en 1984-85), mais l'équilibre alimentaire devrait être réalisable. En fait, les réserves stratégiques de grain pour la consommation intérieure ont été vendues par les banques islamiques qui en ont reçu le contrôle, au détriment de l'Agricultural Bank of Sudan. Ces ventes irréflechies laissent maintenant le pays désarmé.
- 79 De la conversion de terres irriguées vouées à la culture du coton, les autorités attendaient une récolte de 1,5 Mt de blé. La récolte n'est que de 700.000 t (*New Horizon*, 3 novembre 1990). Néanmoins, on annonce une deuxième récolte de 900.000 t pour avril 1991 : avec le blé que va donner la vallée du Nil, aucune famine n'est à craindre (Cl. Karrar, *Sudanow*, décembre 90, p. 7). À cette date, la FAO et la communauté internationale croient encore à la réalisation des prévisions officielles de septembre : 3,1 Mt (*Africa Watch*, novembre 1990, p. 29). En novembre, une seconde mission d'évaluation change complètement les données : la récolte 1990-91 n'est plus estimée qu'à 1,6 Mt de sorgho et millet, et 500.000 t de blé. En conséquence, le Soudan connaît un déficit d'au moins 1 million de tonnes et aura besoin d'une assistance logistique (*Cultures et pénuries alimentaires*, pp. 18-19). Ce rapport est immédiatement endossé par le gouvernement soudanais, qui déclare être prêt à recevoir l'aide internationale (*New Horizon*, 8 décembre 1990). Toutefois, il entend assurer lui-même le transport et la distribution de 1,2 Mt – évaluation définitive des besoins (général al-Bachir, *New*

Horizon, 15 décembre 1990). La FAO lance un appel le jour même, mais dans son rapport de mars 1991, l'agence déplore toujours la lenteur des pays donateurs :

« Il est certain que seule une aide internationale massive peut éviter l'ampleur de la tragédie dans les mois qui viennent. Toutes les parties engagées doivent d'urgence faire un effort pour expédier les secours aux populations les plus exposées. À ce jour, moins de 400.000 tonnes ont été engagées par les pays donateurs, et seulement 65.000 tonnes ont été délivrées. » (*Special Africa Report*, mars 1991)

- 80 Tout au long de cette période, les relations entre le Soudan et la communauté internationale se dégradent. La Communauté économique européenne condamne les manquements aux droits de l'homme au début de 1990 (résolutions des 18 janvier et 5 avril) et suspend toute aide au développement dès le 14 juin. Les États-Unis l'imitent en février. Sa position pro-irakienne pendant la guerre du Golfe accroît encore l'isolement du Soudan. Les pays occidentaux sont par ailleurs davantage préoccupés par la situation des Kurdes que par celle des Soudanais du Sud. Lorsqu'ils répondent à l'appel, ils posent des conditions strictes à l'acheminement des secours. Ainsi, les Britanniques et les Américains exigent du gouvernement soudanais qu'il déclare officiellement l'état de famine et permette aux agences et aux ONG de suivre la distribution jusqu'au niveau régional (et ne se contente pas de les autoriser à livrer à Port-Soudan et Khartoum). De telles exigences sont dures à accepter par un gouvernement qui a proclamé : « Nous mangerons ce que nous produisons », et dont certains proches ont dit que « quelques milliers de morts sont préférables à la mendicité ».
- 81 En septembre 1984, la communauté internationale n'avait pas attendu que Nimeyri eût déclaré l'état de famine pour intervenir. Attendre une pareille déclaration publique (alors que les « experts » eux-mêmes n'avaient pas cru à l'éventualité d'une famine avant novembre 1990) ainsi qu'un changement de politique (question des droits de l'homme, etc.) était plus qu'une erreur. Une telle attitude fut à la fois moralement répréhensible et pratiquement sans effet (*Africa Watch*, novembre 1990, p. 1). Il n'était cependant pas exagéré, de la part des ONG et agences de l'ONU, de demander à être associées aux différentes étapes des secours et d'avoir des conditions de travail relativement souples. Une décision en ce sens est donc prise par le gouvernement le 12 février : il « garantit que l'aide alimentaire et autres secours seront distribués de manière juste et équitable à tous ceux qui en ont besoin, en coopération avec les donateurs, ONG et agences de l'ONU... Il réaffirme son engagement d'exempter de droits de douane et de taxes les dons et le carburant importé nécessaire à leur acheminement, d'appliquer un taux de change de 12,3 livres soudanaises pour un dollar... L'attribution des secours sera fixée conjointement par le SRRC, l'ONU et les ONG... Les ONG enregistrées en 1991 continueront à travailler à l'échelon central et régional. » Ces décisions mettent pour l'essentiel un terme aux différends qui existent depuis plusieurs mois entre Khartoum et les organisations humanitaires étrangères.
- 82 Le 15 mars 1991, la CEE vote une aide de 5 millions d'écus qui vient s'ajouter aux 144.000 tonnes d'aide alimentaire déjà fournies depuis novembre 1990, et aux 70.000 tonnes d'aide directe des États membres.
- 83 Pendant ce temps, la situation se détériore très vite dans le Sud, dont les habitants sont les victimes impuissantes de cette « arme de la faim » utilisée à la fois par le gouvernement, le MLPS/ALPS et les donateurs, ces derniers espérant sans doute que leur non-intervention entraînera la chute ou au moins l'assouplissement du régime (de

la même façon, mais à l'inverse, qu'ils avaient espéré le maintien de Nimeyri grâce à leur intervention en 1984-85).

- 84 Le 20 mars 1991, le Sud-Soudan n'a reçu que 2.000 t de vivres sur les 300.000 t dont, selon le PAM, il a besoin. Ce n'est pas par hasard si la situation se débloque à la fin de la saison sèche, au moment où les déplacements vont devenir plus difficiles, lents et coûteux. Le 18 avril, Khartoum demande au gouvernement britannique une douzaine d'avions Hercules pour le ravitaillement de Juba, Wau et Malakal, demande refusée et remplacée par l'octroi d'1,4 million de livres sterling pour la réhabilitation des chemins de fer soudanais (*Famine Now*, p. 8) qui ne disposaient plus en effet que de 62 locomotives et 6.000 wagons. Le Parlement européen, inquiet de la lenteur avec laquelle le gouvernement autorise les secours vers le Sud et comparant la situation du Sud-Soudan à celle régnant au nord de l'Irak, vote une résolution exigeant l'adoption de mesures internationales, fût-ce contre le gré du gouvernement soudanais. En même temps, il invite les Etats membres à mettre à la disposition des organes concernés les avions cargos nécessaires pour livrer les vivres et les semences dans les zones contrôlées par les rebelles (16 mai 1991).
- 85 Il y a effectivement urgence car, si l'aide est lente à arriver, elle l'est plus encore à quitter Port-Soudan. Au 10 mai 1991, sur les 600 000 tonnes promises, seules 145.000 ont été livrées (*Famine now*, pp. 4-5). Le gouvernement soudanais lui-même importe 300.000 t par Port-Soudan, et 50.000 provenant directement de Libye. 30.000 t ont été acheminées au Kordofan et au Darfour, et seulement 14.000 transportées au Sud-Soudan à partir du Kenya et de l'Ouganda. Sous la pression internationale, les autorités soudanaises signent enfin avec l'ONU et les ONG l'accord pour le lancement de la troisième phase de l'opération Lifeline, le 13 mai 1991. À cette date, sur les 637.968 t d'aide engagées, 219.394 sont parvenues à Port-Soudan et 127.894 distribuées dans l'ensemble du pays (*Emergency Update, Save the Children*, 12/6/91). Mais les changements intervenus en Ethiopie vont au même moment compliquer la situation et accroître les besoins. Le 26 mai, le responsable de l'opération Lifeline Sudan, V. O'Reilly, estime que 300 à 400.000 réfugiés en Ethiopie sont en passe de revenir dans la région de Nasir après les actions lancées contre les camps (Gambeila, Tsore) par les organisations rebelles éthiopiennes (Front Oromo de Libération) ou par les Nuer d'Ethiopie. Le changement de régime dans ce pays aura deux autres conséquences : sur le rapport de force entre l'armée gouvernementale et les rebelles et sur la cohésion propre de ces derniers.

Les conséquences de la chute du président Mengistu

- 86 Au printemps 1991, l'armée soudanaise marque le pas dans sa résistance à l'avancée de l'ALPS, qui s'empare de Maridi en mars, parachevant ainsi son contrôle de la province de l'Equatoria occidentale, et appelle les civils à quitter Juba qu'elle menace de bombarder en avril. Pour contrer cette offensive, l'état-major soudanais aura de plus en plus souvent recours à son aviation : Bor, Torit, Nasir, les bases du Nil Bleu, les camps et villages de la frontière ougandaise, sont bombardés à haute altitude, ce qui fait plus de victimes parmi les civils que dans les rangs des rebelles. Les difficultés militaires contribuent sans doute à la décision du général al-Bachir de solliciter, dès le 18 février 1991, la médiation du président nigérian Babangida pour des négociations qu'il dit être prêt à ouvrir sans préalables avec le MLPS/ALPS.

- 87 La chute du président éthiopien en mai 1991 va entraîner une première modification de ce rapport de forces avant même le réarmement de l'armée gouvernementale à l'automne suivant. Avec l'arrivée au pouvoir des adversaires de celui qui les a largement soutenus (et qui le lui ont parfois rendu : cf. les actions de l'ALPS contre les camps de réfugiés Oromo au Soudan – vallée du Yabus – en 1989, et contre l'OLF), les rebelles soudanais perdent leurs bases arrières, ainsi que toutes les facilités de représentation et de mouvement et l'émetteur de Radio-MLPS à Addis Abeba. Le repli sur le Kenya et l'intérieur du Soudan s'opère rapidement. Mais les civils et réfugiés des camps de Gambeila et d'Itang auront moins de chance que les leaders du Mouvement : attaqués le 26 mai et pourchassés par l'OLF, ils sont accueillis à la frontière par l'aviation soudanaise. Beaucoup sont également tués en fuyant vers Nasir ou Kapoeta. Des cohortes d'enfants auparavant en « formation » scolaire et militaire traversent tout le Sud-Soudan pour trouver refuge en Equatoria.
- 88 C'est à l'occasion de cette tragédie du repli des réfugiés et de la famine que se produit la première scission dans les rangs de la rébellion : le 28 août 1991, les commandants de la région de Nasir, Riek Machar, Lam Akol et Gordon Kong annoncent la destitution de John Garang. On attachera plus d'importance à ce communiqué qu'au démenti lancé le 31 août depuis Kapoeta et signé par les neuf autres membres du Haut Commandement. Il est vrai que la (fausse) nouvelle fait grand effet au moment où le MLPS traverse une passe délicate. Le comportement de John Garang a déjà fait l'objet de critiques au sein du Mouvement. Des explications lui ont été demandées par Lam Akol lui-même, le 29 septembre 1989, notamment sur l'arrestation de John Kulang. Auparavant, le 6 août 1987, Kerubino Kwanyin Bol avait même adressé un « memo on MLPS/ALPS current problems » au « Camarade Mengistu Hailé Mariam », dans lequel il se plaignait de l'absence de direction collégiale, structures, idéologie et direction révolutionnaires, et sollicitait ses conseils (The MLPS/ALPS: The Way Forward, Interim Nat. Exc. Committee of the MLPS, décembre 1991, pp. 32-36). La réponse de John Garang ne se fait pas attendre : Kerubino est arrêté le 16 septembre 1987.

La première scission du MLPS/A (déclaration de Nasir)

- 89 Quatre ans plus tard, pendant lesquels le Mouvement n'a cessé d'accroître son emprise (qui s'étend bientôt – novembre 91 – sur le Sud-Darfour), les commandants d'une zone maintenant très vulnérable en cas de déclenchement d'une offensive – à laquelle il fallait s'attendre en dépit des « propositions » de négociation – lancent publiquement leurs accusations (reprises par la BBC et un journal allemand, *Süddeutsche Zeitung*, 3 et 11 septembre 1991).
- « Afin de sauver le Mouvement d'un effondrement imminent, il a été décidé de relever John Garang de la direction du MLPS/ALPS [...] et de convoquer une conférence pour débattre de la politique, des structures et pour élire une nouvelle direction du MLPS dont les branches civile et militaire doivent être séparées, de la réorganisation du SRRA, du respect des droits de l'homme et de l'application du droit, pour appeler les organisations religieuses et les agences humanitaires à s'engager davantage, pour examiner toutes les voies pouvant conduire à une paix durable, pour inviter l'Anyanya II et les milices gouvernementales à rejoindre l'ALPS réorganisé. » (*Southern Sudan Vision* n° 12, 1/09/92, p. 13)

- 90 Les auteurs de l'appel accusent John Garang d'avoir, comme tout dictateur, opprimé et humilié le peuple, et transformé une lutte populaire en un combat personnel et en règne de la terreur. Cette « Déclaration de Nasir » a été en fait précédée par deux textes : le premier, intitulé « Pourquoi Garang doit partir maintenant », publié en juillet 1991, et le second, en août 1991, intitulé « Le besoin d'une nouvelle organisation socio-politique et militaire au sein du MLPS/ALPS ».
- 91 Le premier texte dresse un constat :
- « Tous les pouvoirs sont entre les mains d'un seul homme, John Garang. Le Mouvement n'a aucune structure politique, ignore le débat démocratique, est hostile aux intellectuels... La révolution a été vidée de son contenu [...] et transformée en régime de terreur. Garang [...] est un naïf en politique soudanaise et entend peu de choses à la complexité sociale et politique du Sud-Soudan. [...] Le soi-disant Haut Commandement politique et militaire n'existe pas : il ne s'est pas réuni une seule fois... Les finances du Mouvement et leur utilisation ne sont connues que de lui seul. [...] Le travail politique parmi la troupe et les populations est relégué au dernier plan. [...] Les régions libérées d'Equatoria sont maintenant sous une occupation brutale. [...] Ce dictateur sans cœur enlève les enfants de leurs écoles pour les enrôler dans l'armée. » (*idem*, pp. 10-12)
- 92 Le second texte aborde davantage les conséquences du renversement de Mengistu, et se demande notamment comment venir en aide aux réfugiés rentrant d'Ethiopie « puisque le MLPS/ALPS n'a aucune infrastructure économique viable... malgré plus de six ans d'administration des zones libérées ; comment, après la perte des bases éthiopiennes, maintenir l'unité politique d'un mouvement déséquilibré qui s'est aliéné les intellectuels et les paysans ? »
- 93 Dans ces circonstances difficiles, les chefs de Nasir estiment indispensable de mettre un terme :
1. à l'absence de direction collégiale ;
 2. à l'absence de structures et d'institutions de base ;
 3. à la militarisation de tous les aspects de la vie sociopolitique et économique du mouvement ;
 4. à la dérive de la guerre révolutionnaire vers une guerre de pillage et de destruction (il en est notamment ainsi dans les zones libérées d'Equatoria) ;
 5. au non-respect des droits de l'homme, des libertés collectives et individuelles (« des milliers de nationalistes sud-soudanais meurent dans les camps de détention ») ;
 6. au syndrome de dépendance ;
 7. au mépris et à la marginalisation des intellectuels ;
 8. à l'absence de programme cohérent.
- 94 Après « huit années de règne brutal, le moment est venu de démystifier et d'abattre le « garangisme », idéologie nihiliste et vide basée sur la haine et le racisme... La seule façon claire et immédiate de sortir de cette impasse est que John Garang démissionne sans conditions. » (*idem* ; pp. 14-16)
- 95 La déclaration du 28 août (point 11) disait que 'toute solution doit être examinée si elle conduit à la paix ». Le document de juillet 1991 est plus explicite : bien que le Mouvement soit engagé dans la construction d'un Soudan uni et laïc, l'ALPS n'imposera jamais l'unité ni ne combattrait jusqu'au dernier homme pour l'achever. Il faut être deux pour danser le tango. La politique étant l'art du possible, le Mouvement n'écartera aucune solution pourvu qu'elle conduise à une paix durable. » (SSV n° 12, p. 12)

La réaction de John Garang : les résolutions de Torit

- 96 Une réunion du Haut Commandement du MLPS/ALPS avait été programmée un mois avant la déclaration des trois commandants de la zone Sobat/Nasir. Des treize chefs du MLPS/ALPS, neuf se retrouvent à Torit du 6 au 12 septembre 1991. Le commandant Yusaf Kwa, en opération dans les Monts Nouba, télégraphie son soutien à la résolution n° 1 du Haut Commandement : « La tentative de Riek/Lam est dénoncée et condamnée avec la plus grande fermeté comme séparatiste et destructrice et ne pouvant bénéficier qu'à l'ennemi. [Elle] sera abordée pacifiquement et une solution amiable recherchée afin de maintenir l'unité de la lutte de notre peuple. » (6/9/91) Lors de cette première séance, le Haut Commandement convient de l'impossibilité du maintien des réfugiés dans la région inaccessible aux secours de Nasir, Pochalla, Akobo et Padok, et propose leur rapatriement dans leurs villages au Soudan ou leur retour dans les camps d'Ethiopie, du Kenya ou dans d'autres zones en paix contrôlées par le MLPS. Pour ce qui est des initiatives de paix, le Haut Commandement renvoie aux réunions tenues depuis 1983 et adopte une position nouvelle ; plusieurs chemins peuvent conduire à la paix : « un Soudan uni, laïc et démocratique, une confédération, une association de deux états souverains ou l'autodétermination » (*The Call for Democracy*, p. 284).
- 97 Un certain nombre de décisions sont prises dans le sens d'une plus grande démocratisation et dévolution du pouvoir aux civils, mais il est rappelé que
 « le MLPS est en guerre... En conséquence, l'autonomie de l'administration civile ne doit pas affecter l'efficacité des forces combattantes... En zone de combat, l'administration demeure soumise au commandement des opérations sous réserve de l'approbation du président commandant en chef. Dans le domaine des relations extérieures, le Haut Commandement veillera à restaurer et développer les relations avec l'Ethiopie, l'Égypte et l'Afrique de l'Est. » (*idem*, p. 288)
 « Convaincu que les avions, radios et personnels étrangers des organisations humanitaires ont été utilisés par les auteurs de la tentative avortée de Nasir, le MLPS/ALPS expulsera tout individu se livrant à des activités incompatibles avec son statut. »
- 98 D'autres décisions sont prises ou des commissions formées sur les problèmes de la justice, de l'idéologie et du travail politique, des droits et libertés, des droits de la femme... Tandis que ces résolutions sont adoptées par John Garang, William Nyon Bany, Salva Kiir Mayardit, James Wani Igga, Daniel Awet Akot, Kuol Manyang Juuk, Martin Manyel Ayuel, Lual Diniig Wol et Galerio Modi (ainsi que Yusaf Kwa Mekkei), l'ALPS attaque quelques positions dans la zone des trois dissidents (Agworo près de Lul, Pariang, district Maban). A Waat et Akobo, les officiers prennent le parti de Riek Machar. Après la réunion de Torit, William Nyuon et Salva Kiir, ne réussissant pas à s'emparer d'Ayod et de Pibor, marchent sur Nasir.
- 99 Les hommes de Riek Machar dispersent ceux de William Nyuon à Kuac Deng et prennent Kongor le 9 octobre. Salva Kiir est bloqué à Padok, Borna et Pochalla. William Nyuon prend possession d'Adok et avance sur Leer, qu'il met à sac avant d'être chassé par les forces de Nasir. Celles-ci dispersent une autre unité MLPS à Jalle et entrent dans Bor, qu'ils dévastent, le 17 novembre, puis dans Gemmeiza le 19.

L'échec de la réconciliation entre les deux factions rebelles

- 100 Le 26 novembre à Nairobi, un cessez-le-feu est proclamé par James Wani Igga (Torit) et Lam Akol (Nasir) qui signent le 17 décembre un protocole d'accord selon lequel ils conviennent de la libération de prisonniers (dont quarante politiques), de la nécessité d'une démocratisation du Mouvement et de la mise en place d'une instance intérimaire qui le dirigera jusqu'à la tenue d'élections. Chaque faction convient de rester sur les positions qu'elle occupait au 17 décembre et s'engage à faire baisser la tension ethnique et à ne pas ouvrir de polémique susceptible de compromettre la réconciliation. Certaines questions sont reportées à plus tard : le sort de quatre prisonniers politiques (dont Kerubino), le nombre de membres du conseil intérimaire du MLPS/ALPS, les modalités d'élection du président et les objectifs du Mouvement.
- 101 Dès le 29 novembre, les combats reprennent avec l'attaque de Bor par les troupes de Garang. Malgré cela, le groupe de Nasir (qui s'est baptisé Interim National Executive Committee) se dit toujours prêt à participer à la deuxième rencontre prévue en février 1992. Entre temps, Lam Akol prend une initiative qui pèsera sur les pourparlers et la réunification du Mouvement : la signature le 25 janvier 1992, à Francfort, d'un accord avec Ali al-Hajj. Les deux hommes se sont déjà rencontrés à Nairobi en décembre où, dit-on, l'émissaire du gouvernement leur aurait proposé des armes pour combattre Garang, et leur avait fait part de l'accord du gouvernement pour la séparation du Sud. Le document signé à Francfort est bien plus réservé – à la demande de Ali al-Hajj – sur ce point : au terme d'une période transitoire (durée non précisée) pendant laquelle le Sud jouira d'un statut spécial (non détaillé), les populations choisiront librement, sans écarter aucune solution *a priori*, la formule constitutionnelle et politique en accord avec leurs aspirations.
- 102 Un tel « accord » est nettement en retrait de la position avancée dans la déclaration du 28 août et développée clairement dans le document de décembre 1991, qui prônait la séparation et l'indépendance du Sud-Soudan, le combat pour un Soudan laïc et uni étant devenu une lutte à contre-courant qui ne pouvait plus unir les Sudistes ; la situation internationale et régionale ayant radicalement changé, le séparatisme n'est plus tabou : 1991 a vu la naissance d'Etats nouveaux en Europe de l'Est et dans la Corne de l'Afrique... (*The Way Forward*, pp. 5 et 17)
- 103 Lorsqu'il adopte la résolution de Torit, Garang surprend et inquiète ses alliés au sein de l'Alliance démocratique nationale (ADN), farouches partisans de l'unité et de l'intégrité territoriale du Soudan (peut-être plus que de la laïcité !). Il n'est pas question – et guère possible – de faire un pas de plus vers la nouvelle orientation choisie par Lam Akol et d'autres « séparatistes », d'autant que les promesses de Ali al-Hajj peuvent difficilement être prises pour argent comptant.
- 104 Certes, il y a toujours, chez certains islamistes au pouvoir, cette idée que l'on peut se couper d'un Sud décidément trop encombrant. Mais pour d'autres, il serait suicidaire de se priver de ressources certaines et d'une tête de pont vers l'Afrique orientale, où l'islamisme a également ses projets. Comment Lam Akol a-t-il pu se laisser prendre dans les filets du FNI, qui n'a pas voulu que les mots « autodétermination » ou « séparation » figurent dans le document pour, dit-il, ne pas alarmer les tenants de l'intégrité territoriale ? (cf. Dengtiel Ayuen & Telar Ring, lettre du 10/2/92, *Resignation*

from the Nasir Faction Reconciliation Delegation). Lam Akol est par ailleurs soupçonné d'avoir conclu un accord militaire secret. En dépit de ces faux pas, le MLPS /Torit se dit à son tour prêt pour la seconde phase des discussions et espère un ressaisissement de la faction de Nasir qui, fin janvier 1991, a attaqué les villages sous contrôle du MLPS/Torit dans la région de Yirol, Rumbek, Tonj, Gogrial et Pibor.

- 105 Or, la réunion de février tourne court. L'accord se révèle impossible entre Lam Akol, qui a abandonné tout espoir d'un Soudan uni laïc, est convaincu qu'il est vain d'espérer « libérer » tout le Soudan et s'est beaucoup compromis avec Khartoum, et John Garang qui, par conviction et par ses alliances, conserve comme objectif la « libération » du Soudan et ne veut pas céder les derniers prisonniers politiques (Kerubino Kwanyin, Akok Thon Arok, John Kulan Puot, Martin Aleyo, Kawac Makuei).
- 106 Les semaines suivantes confirment ce que beaucoup pensaient de l'accord de Franfort : un stratagème qui visait à faciliter le passage des troupes de Khartoum vers le sud de la province de Jonglei et de l'Equatoria et à provoquer la cassure irréparable du MLPS. Tel était bien le but poursuivi par Khartoum qui, en mars 91, déclenchera la plus vaste offensive depuis le début de la guerre.

L'offensive de l'armée gouvernementale (printemps-été 1992)

- 107 Lors de la venue d'une importante délégation iranienne à Khartoum en novembre 1990, il est déclaré que « l'Iran aidera le Soudan à reprendre le contrôle de la situation au Sud » (*Sudan News Agency*, 21/11/90). À l'occasion de la visite officielle du président Rafsanjani les 12-16 décembre 1991, une coopération économique de vaste envergure est annoncée dans les domaines du pétrole, de l'irrigation, des travaux publics et de l'éducation. Rien n'est précisé pour l'immédiat dans le domaine militaire, mais le 18 février 1991, trois généraux iraniens se trouvent à Juba. Peu après, de nouveaux équipements et du matériel, pour la plupart de fabrication chinoise, arrivent au Soudan. Ce marché n'aurait pas été négocié par le gouvernement mais par le FNI. On parle de 150 transports de troupes, 57 tanks, 45 véhicules blindés, 10 bombardiers, 1.000 tonnes de bombes... Plus douteux est l'envoi de 1.500 hommes à Juba en février 1992. Par ailleurs, un accord de troc avec la Libye permet de recevoir, en échange de sésame, de fourrage, de sorgho, ainsi que de sucre, de chameaux et de viande, des produits pétroliers et des équipements militaires : 7 bombardiers, 11 chasseurs, 8 transports de troupes, 50 tonnes de munitions, 70 tonnes d'obus. De son côté, l'Irak fournit des équipements rescapés de sa dernière guerre.
- 108 Après l'échec d'une première tentative de désenclavement de Juba en janvier 1992, l'armée soudanaise et les forces populaires de défense lancent une grande offensive en mars. De Damazin, une colonne pénètre en Ethiopie par Gambeila, et le 9 mars, reprend Pochalla tenue par la rébellion depuis 1985. De Wau, deux colonnes fondent sur Aweil et Tonj. Bor est reprise le 4 avril par l'armée venue de Malakal. Celle de Rumbek reprend Shambe et Yirol le 11. Une féroce bataille se déroule à Ngangala, qui tombe le 10 avril. La prise de Pibor le 23 ouvre la route de Kapœta, enlevée le 28 mai. L'avance est foudroyante. L'armée a, en deux mois, repris le contrôle sur le terrain, menaçant les voies d'approvisionnement du MLPS. Dans ce but, des messages clairs ont été adressés aux présidents du Kenya et d'Ouganda, dont les oppositions pouvaient être soutenues le

cas échéant. Elle n'a pas touché le territoire des dissidents et ces derniers sont accusés de collaboration avec l'ennemi. Mais, l'auraient-ils voulu, comment Riek Machar et Lam Akol auraient-ils pu tenir devant une pareille machine de guerre qui, pour foncer vers le sud, a pu les éviter en passant par le pays voisin ? Chacune des factions du MLPS accuse l'autre d'avoir refusé une offensive commune pour couper l'armée gouvernementale de ses arrières. Le 1^{er} mai, le groupe de Nasir, regrettant l'impossibilité du rapprochement, appelle à un cessez-le-feu contrôlé par l'ONU et à la démilitarisation du Sud-Soudan, la paix ne pouvant être apportée par la défaite de l'un ou l'autre des adversaires, mais par la reconnaissance d'un Sud-Soudan souverain (*Southern Sudan Vision* n° 4, p. 1). Pour Khartoum, il n'est pas question d'une telle intervention de l'ONU. Seuls des vols humanitaires sont autorisés sur Akobo, Waat et Nasir, renforçant la conviction de John Garang d'une alliance des dissidents avec Khartoum.

- 109 Sur les autres fronts, l'action a été menée plus tôt. Au Darfour, Daoud Bolad est fait prisonnier en janvier 1992. Au Kordofan, des villages « ralliés à la rébellion » continuent d'être « pacifiés », dans la région de Dilling et Kadugli.

La première conférence d'Abuja, 26 mai-4 juin 1992

- 110 Malgré ses revers, le MLPS/ALPS ne s'avoue pas vaincu. Le 5 mai, il lance un communiqué selon lequel « une mauvaise paix est pire que la guerre ». Mais il accepte de se rendre à Abuja. Prêt depuis juin 1991, il consent à s'y trouver avec une représentation de sa dissidence, à condition qu'il y ait également celle de l'Alliance démocratique nationale (ADN) et d'autres sudistes non MLPS. En outre, puisque la faction de Nasir n'est pas en guerre contre Khartoum, d'autres non-belligérants doivent pouvoir participer. De son côté, la faction de Nasir se dit prête à venir à condition que le gouvernement accepte l'éventualité d'une séparation, le cessez-le-feu, le déploiement d'une force internationale et le retrait de tout personnel militaire étranger (Iraniens, Libyens) assistant Khartoum dans cette guerre (SSV n° 5, mai 92, p. 2).
- 111 Prévues à l'origine pour le 28 octobre 1991 et reportées par le refus du MLPS/Torit d'y côtoyer les frères ennemis de Nasir, relancées par le gouvernement le 24 février, la rencontre aura finalement lieu du 26 mai au 4 juin sans que les dernières exigences de John Garang sur la présence d'autres groupes ni celles de Riek Machar ne soient satisfaites. Elle se soldera par un échec, Khartoum refusant de reconnaître le droit à l'autodétermination et demeurant fermement attaché à son projet de fédéralisme. Aucun autre accord n'est trouvé sur les trois autres questions essentielles : le partage du pouvoir, celui des ressources naturelles et le système judiciaire. Le communiqué final convient toutefois de l'impossibilité d'un règlement militaire du conflit, reconnaît la pluralité ethnique, linguistique, culturelle et religieuse du Soudan et la nécessité de chercher une solution politique et institutionnelle qui en tienne compte. Il est également écrit qu'il faut parvenir à une répartition équitable des richesses nationales entre les régions et procéder à la reconstruction des zones de guerre et à la réinstallation des personnes déplacées et réfugiées. Les parties conviennent enfin de se revoir sous les auspices du président du Nigeria, en particulier pour discuter de la structure politique intérimaire pendant la période de transition, dont la durée reste à préciser.

- 112 Outre ces points d'accord non négligeables – mais qui ne feront pas cesser les combats – la conférence d'Abuja permet deux choses : la dénonciation, par Lam Akol, de sa signature de Francfort et, surtout, la « réconciliation » des deux factions du MLPS sur une position commune. William Nyuon Bany et Lam Akol créent effectivement la surprise en signant le 1er juin une déclaration sur le principe de l'autodétermination : « Connaissant le ferme refus du sécularisme par le gouvernement soudanais, les deux délégations du MLPS/ALPS à la conférence d'Abuja décident :
1. de défendre ensemble le droit des populations du Sud-Soudan à l'autodétermination ;
 2. que les souhaits des populations de Abyei, des monts Nouba et du sud du Nil Bleu seront de la même façon exprimés lors d'un référendum d'autodétermination... »
- 113 Par cet engagement, la faction de Torit fait un pas de plus en direction des dissidents, qui maintiennent que le combat pour un nouveau Soudan n'est plus mobilisateur pour les gens du Sud et qu'il n'a d'ailleurs été pour le MLPS qu'une stratégie destinée à ne pas heurter de front les Nordistes (SSV n° 5, p. 4). Dans son allocution d'ouverture de la conférence, Nyuon a auparavant précisé qu'il n'était pas venu à Abuja pour négocier la manière dont les populations marginalisées pouvaient s'accommoder » d'institutions « racistes et religieuses sectaires », mais pour oeuvrer à l'avènement d'un Soudan unitaire, démocratique, multiracial, multilinguistique, multireligieux... et pour une constitution laïque, la séparation de l'Eglise, de la Mosquée et de l'État, enfin pour une complète liberté de culte et de propagation pour toutes les religions, sans favoritisme ni discrimination. Mais il a rappelé les résolutions de Torit et une déclaration du 29 juillet précédent selon lesquelles, si Khartoum refusait un État séculier et une démocratie pluraliste, il négocierait sur la base de l'autodétermination pour le Sud, les monts Nouba et le sud du Nil Bleu (*MLPS Update*, 4 juin 92, p. 18).
- 114 La « réunification » du mouvement rebelle sur cette base provoque plus que de la stupeur dans la délégation gouvernementale dont le leader, le colonel Mohamed al-Amin Khalifa, président de l'Assemblée nationale transitoire (nommée par le pouvoir) avait déclaré : « Le Sud n'obtiendra l'autodétermination qu'au bout du fusil ». Mais ce rapprochement ne signifie pas l'arrêt des hostilités politiques et militaires dans le camp rebelle. Des problèmes demeurent : la libération de quelques prisonniers politiques, la démocratisation du mouvement, la mise en place d'une direction provisoire.

Affrontements et négociations jusqu'à la seconde conférence d'Abuja (26 avril 1993)

- 115 Dès le lendemain de l'échec de la rencontre d'Abuja, l'ALPS lance une première offensive sur Juba. Ses commandos pénètrent dans la garnison, qu'ils occupent pendant quelques heures. Les affrontements font près d'un millier de morts dans les rangs de l'armée et une cinquantaine parmi les rebelles. La seconde offensive un mois plus tard, le 6 juillet, provoque davantage de pertes chez ces derniers, qui manquent d'armes anti-chars (ils ont essayé sans succès d'en acheter aux Etats-Unis par l'intermédiaire d'Ougandais arrêtés ensuite par les autorités américaines). Cette offensive est suivie d'un siège qui interrompt l'approvisionnement de la ville, l'ALPS ayant menacé d'abattre tout avion – y compris ceux de l'ONU – dont le pavillon aurait couvert à son insu le transport de troupes de Khartoum à Juba les 16-18 juillet. Dans le même temps, les rebelles demandent qu'on laisse sortir les civils de la ville encerclée. Il n'en est pas

question pour les autorités qui, au contraire exercent des représailles sur les civils, accusés de complicité avec le MLPS. Le siège de Juba n'empêche pas l'armée gouvernementale de poursuivre son avancée vers Torit, le quartier général du MLPS, qui tombe le 13 juillet. Les civils évacués auparavant affluent en Ouganda et au Kenya.

- 116 Malgré leur rapprochement à Abuja, les deux factions du Mouvement recommencent à s'affronter et la situation s'aggrave avec la défection de William Nyuon le 28 septembre 1992. Lam Akol et ses amis ne croient pas à la sincérité du ralliement de la faction de Torit à l'idée de la séparation. Pour étayer leur jugement, ils avancent le peu d'empressement de Garang à renouer la discussion, et son alliance avec des partis nordistes qui, malgré leurs engagements récents, demeurent au fond hostiles à l'émancipation du Sud et à la sécularisation du Soudan. En cela, la faction de Nasir est confortée par la condamnation de l'autodétermination par le parti Umma le 10 juin 92 au Caire (SSV n° 8, p. 5). Quant au PDU, il est soupçonné de préférer ses positions de 1986 à celles de l'accord du 18 novembre 1988. Les deux grands partis du Nord sont toujours, selon Lam Akol, nostalgiques d'un Soudan islamique et d'un Sud divisé, et l'on n'a rien à attendre d'eux. Seule importe, sans aucune hésitation, la lutte pour deux Etats définitivement séparés. D'ailleurs, l'ADN ne s'est jamais engagée sur l'avenir d'un Soudan laïc et a, selon Akol, réaffirmé son refus du sécularisme en février 1992.
- 117 En réalité, Garang estime que son représentant W. Nyuon a été abusé par la délégation de Nasir et est allé trop loin en signant un texte évoquant l'autodétermination. De plus, W. Nyuon est accusé de s'être fait acheter (un million de dollars !) par le FNI pour assassiner John Garang (*MLPS Update*, n° 32, 30 novembre 1992), qui le fait attaquer dans son quartier général de Pageri le 19 septembre. Réfugié au Kenya, William Nyuon lance un communiqué le 28 septembre suivant, selon lequel il prend le commandement du MLPS et chasse Garang « contrôlé par les Arabes de l'ADN » (SSV n° 14, 1^{er} octobre 1992, p. 3). De son côté, la faction de Nasir est impliquée dans l'attaque de Malakal le 19 octobre, aux côtés des fidèles d'un chef-prophète Nuer (Wurnuang) et des combattants Anyanya II de Gordon Kong, qui occupent la ville pendant trois jours. Elle veut sans doute montrer qu'elle n'est pas l'alliée de Khartoum. John Garang l'interprète ainsi, mais le met au compte de Gordon Kong qui, selon lui, voudrait se démarquer de Lam Akol et Riek Machar. La réunification des deux factions ne se fait pas pour autant et de violents affrontements ont lieu en particulier dans la région de Kongor, Ayod, Waat..., les troupes de Riek Machar étant, selon Garang, équipées et approvisionnées en munitions et moyens de transports par l'armée gouvernementale tout comme W. Nyuon et Kerubino Kwanyin, nouveaux chefs de faction à leur tour.

Les négociations d'Abuja (26 avril-4 juin 1993)

- 118 Ces divisions internes de la rébellion vont servir de prétexte au gouvernement de Khartoum pour différer la deuxième phase des négociations d'Abuja, en vue desquelles le MLPS/Torit a fait parvenir au président Babangida, dès le 9 août 1992, un document sur les modalités de la période de transition. Le 3 décembre 1992, Khartoum se dit prêt à reprendre les négociations, mais avec toutes les factions rebelles et avec la présence effective de John Garang : jusqu'à présent en effet, ce dernier a toujours dénoncé les accords signés par ses envoyés (Arok Thoun à Londres en 1987, Alfred Lado Gore à Kampala en 1987, Lam Akol à Addis Abeba et Nairobi en 1989, William Nyuon à Abuja en 1992). Quant à la présence de l'ADN, souhaitée par le MLPS, Khartoum n'y voit pas

d'objection si cette dernière fait partie de la délégation du MLPS, « sa branche militaire ». Pour ce qui est des factions rebelles, elles peuvent venir en leur nom ou se mettre sous l'autorité de Garang (*Press release*, Ambassade du Soudan, Nairobi, 3 décembre 1992).

- 119 En définitive, un accord est signé à Entebbe en présence du président ougandais Museveni, entre John Garang et Ali al-Hajj : les pourparlers auront lieu entre le gouvernement soudanais et le MLPS/ALPS historique. Un cessez-le-feu est déclaré unilatéralement par John Garang le 18 mars puis renouvelé le 18 avril (et plus ou moins respecté par chacune des parties), le lendemain d'un communiqué de l'ADN réaffirmant l'attachement du MLPS à un Soudan unitaire et l'inscription, dans la future constitution, des instruments juridiques internationaux et régionaux garantissant le respect des Droits de l'Homme, pour mettre enfin un terme à la polémique à propos de la relation entre religion et politique.
- 120 Le 26 mai, la négociation s'ouvre enfin. Le gouvernement rappelle son choix d'une fédération de neuf Etats et d'une « démocratie participative » des comités et conférences populaires, c'est-à-dire sans partis politiques. Le gouvernement nigérian propose que le Code islamique ne soit pas appliqué pendant la période intérimaire aux non-musulmans résidant dans le Nord. Le MLPS réaffirme quant à lui sa position en faveur d'un état séculier dès la période de transition, et son refus d'un système qui laisserait en réalité le pouvoir aux mains des « Nordistes ». Il prône en outre la création de deux Etats également souverains partageant l'autorité centrale dans le cadre d'un Soudan uni et démocratique.
- 121 Le fossé entre ces deux conceptions, « fédéralisme islamique » et confédération laïque, ne sera pas comblé, d'autant que le MLPS propose un redécoupage des frontières qui incluerait, dans l'État du Sud, les monts Nouba, les Ingessana et le Dar Funj jusqu'au nord de Singa. Le barrage de Roseires et des zones agricoles du sud de la Gezira échapperaient ainsi au Nord (erreur du cartographe ? provocation ?), ce qui est à la fois discutable sur le plan ethnoculturel et tout à fait inacceptable par les émissaires de Khartoum (carte p. 31, *MLPS Update* n° 18, vol. II, mai 1993).
- 122 Le comité chargé de réfléchir sur la dévolution des pouvoirs entre les Etats et l'autorité centrale ne parvient au consensus que sur des points mineurs. Il n'aboutit sur aucune des questions essentielles, en particulier le système judiciaire et la place de la religion. Le MLPS fait remarquer qu'il ne saurait se désintéresser du sort des Nouba, des Ingessana et autres non-Arabs et non-musulmans qui demeureront intégrés dans l'État du Nord. En définitive, il n'y a d'accord que sur la planification nationale et le développement industriel et commercial. Outre le problème des frontières, de la religion et de la justice, il reste à s'accorder sur les modalités de la période intérimaire. Le MLPS demande le retrait de l'armée gouvernementale du Sud et le maintien de ses unités.
- 123 En proposant la création de deux Etats ayant chacun sa propre constitution, il estime avoir fait une grande concession par rapport à son idéal d'un Soudan uni et laïc. Son projet implique néanmoins un fonctionnement et des institutions complexes au niveau de l'autorité centrale. Mais surtout, celle-ci doit être neutre sur le plan religieux. De son côté, la délégation gouvernementale n'accepte pas qu'elle repose sur des principes autres qu'islamiques, et en cas de conflit de droit, entend que l'autorité fédérale prime sur la loi de l'État fédéré.

- 124 Enfin, le MLPS revendique le droit, pour les Sudistes, de décider par référendum, à la fin de la période intérimaire, de leur maintien ou de leur sortie de la confédération.

Conclusion

- 125 Tout en discutant avec les envoyés de John Garang à Abuja, le gouvernement mène des entretiens à Nairobi avec la faction dissidente qui signe, le 25 mai, un document très en retrait de ses exigences proclamées. Lam Akol accepte de se placer dans le cadre d'un « Soudan uni doté d'une structure fédérale de gouvernement avec des aménagements pour le Sud-Soudan ». En ce qui concerne la *chari'a*, les deux parties conviennent d'une formule selon laquelle « les lois d'une nature générale fondées sur des principes communs aux Etats seront appliquées au niveau national avec la possibilité, pour ces derniers, de voter des lois complémentaires à la législation fédérale sur des points particuliers » (sic). Cette résolution paraît effectivement assez éloignée des déclarations séparatistes précédentes, et John Garang y voit une nouvelle preuve de la collusion de la faction de Nasir avec le pouvoir.
- 126 Les combats inter-factions reprennent rapidement et les hommes de Garang doivent bientôt faire face à une nouvelle offensive de l'armée gouvernementale en Equatoria oriental, dans la région de Nimule régulièrement bombardée par les Antonov. Déclenchée en août 1993, cette nouvelle attaque provoque, comme celle de Riek Machar dans le Haut-Nil, l'exode des populations vers les frontières ougandaise et kenyane. La violence des combats, qui prennent de plus en plus une connotation tribale dans la région de Kongor, Ayod... provoque le retrait des organisations humanitaires. La présence de Lam Akol à Fashoda aux côtés des représentants du gouvernement, à l'occasion de l'intronisation du nouveau roi des Shilluk, le 12 août 93, laisse penser à un nouvel accord. C'est dans le but d'empêcher sa signature définitive que l'avion transportant vers Bentiu (et Riek Machar ?) des officiels soudanais – dont Fadl al-Sayed Abu Geseisa, ministre d'État, président de la Peace and Development Foundation – et, croit-on, Lam Akol, est abattu le 5 septembre par les forces du MLPS/Torit (*MLPS Update* n° 35, 12 septembre 1993, p. 2).
- 127 Les tentatives de médiation (Eglises, président Carter) entre les factions elles-mêmes puis entre ces dernières et Khartoum restent sans effet jusqu'à la rencontre de Washington où, le 21 octobre 1993, Riek Machar et John Garang signent un accord d'armistice et s'engagent à lutter pour l'autodétermination des populations sudistes et assimilées... Mais le refus de Riek Machar de signer au bas de la même feuille que John Garang, auquel il dénie le droit de se proclamer chef du MLPS/ALPS, laisse mal augurer de l'avenir. Par ailleurs, un tel accord ne manquera pas de créer un malaise au sein de l'Alliance nationale démocratique qui, si elle a convenu, le 17 avril 1993, de proscrire tout fondement religieux à la Constitution, aux lois et institutions du futur Soudan, demeure fermement attachée à l'unité du pays.
- 128 De son côté, le gouvernement soudanais ne semble pas vouloir sortir de son cadre fédéral ni accroître les pouvoirs des états fédérés, et encore moins abandonner les institutions islamiques. Il exclut tout retour à un régime de partis et pense qu'il suffit de dispenser les Etats du Sud du Code pénal islamique pour assurer l'égalité sociale et politique de tous les citoyens, et l'intégration nationale. S'ils conviennent qu'il n'y a pas de solution militaire, les adversaires sont cependant incapables pour l'instant encore, tant leurs positions sont éloignées – aux antipodes même l'une de l'autre –, de faire un

pas vers une solution politique. Dans l'attente, des milliers de morts civils s'accumulent sous le regard d'une communauté internationale quasiment impuissante.

- 129 On ne peut dès lors que souhaiter le succès de la toute récente initiative régionale, celle de l'IGADD (Inter-Governmental Authority for Desertification and Development) qui réunit Djibouti, Somalie, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda et Soudan. Mais il sera difficile aux chefs d'Etats concernés de convaincre le président al-Bachir que le règlement du conflit pourrait s'inspirer de celui qui est intervenu entre l'Ethiopie et son ancienne « province » septentrionale, ou de persuader John Garang que le retour à une simple autonomie régionale, dans le cadre d'un Soudan fédéral ou selon d'autres modalités, assurerait l'égalité politique et donnerait de réels moyens de développer le Sud, d'en promouvoir les cultures et les hommes.

BIBLIOGRAPHIE

ABDEL GHAFAR M. A. et GUNNAR M. S., « Management of the Crisis in the Sudan », (Proceedings of the Bergen Forum), 23-24 février 1989, Khartoum University Press, 1989.

AFRICA WATCH, *Sudan, Nationwide Famine*, 7 novembre 1990.

AL-SHAHI A., « La République du Soudan », *Encyclopédie politique et constitutionnelle*, HAP, Berger-Levrault, 1979.

ALIER A., *Southern Sudan, Too Many Agreements Dishonoured*, Ithaca Press, Reading, 1991.

ARTICLE 19, *Starving in Silence, A Report on Famine and Censorship*, London, 1990.

CIRILLO P., « Critical analysis of the problems of the Sudan and the prospects for permanent peace », a paper presented to the National Conference on Peace in the Sudan, 20/09/89.

COMMISSION FOR RELIEF AND REHABILITATION, *Emergency relief policy for 1991*, Khartoum.

DENG F. & GIFFORD P. eds, *The Search for Peace and Unity in the Sudan*, The Wilson Center Press, Washington, 1987.

DENGTEL A. & TELAR R., *Resignation from the Nasir Faction Reconciliation Delegation*, 10/2/92.

FAO, « Cultures et pénuries alimentaires », février ; « Special Africa Report », mars ; « Foods Supply Situation and Crop Prospects in Sub-Saharan Africa », Special Report n° 2, juin 1991.

HORN OF AFRICA, *Special Issue on the Sudan*, vol. VIII, number 1, 1985.

MANSOUR K. : *John Garang Speaks*, KPI, London & New York, 1987 ; *The Call for Democracy in Sudan*, John Garang KPI, London & New-York, 1992.

MINISTRY OF STATE FOR SOUTHERN AFFAIRS, *Relief and Resettlement*, Conference on Southern Region, 21-23 février 1972, Khartoum.

MINISTRY OF CULTURE AND INFORMATION, *Committment for Peace*, Inaugural Address delivered by H.E. Lt-Gen. Omar H. A. al-Bachir.

MINISTRY OF GUIDANCE AND NATIONAL INFORMATION, *Perspective on the South, An analysis of trends and events leading to the final Decree of Regionalisation for the former Southern Region of the Sudan*, 1983.

NEW HORIZON, 8/12 & 15/12, 1990.

SAVE THE CHILDREN, *Crisis in Africa*, 12 juin 1991.

MLPS/THE INTERIM NATIONAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MLPS, *The MLPS/ALPS : The Way Forward. The 28th August Declaration*, 1991.

MLPS UPDATE : 4 juin, 30 novembre 1992 ; 12 septembre 1993.

SOUTHERN SUDAN VISION n° 4, 5, 8, 12, 14, 1992.

SUDAN EMBASSY NAIROBI, Press Release, 3 décembre 1992.

SUDANOW : août 1989 ; novembre, décembre 1990.

SUDAN UPDATE, *Famine Now, an Agenda for Urgent Action*, Proceedings of an Emergency Conference organised by Sudan Update on 11 May 1991, London.

SUDANESE CHRISTIAN CHURCHES, *Letter to the Chairman, National Dialogue Council for Peace*, Khartoum, 15 octobre 1989.

SUDAN RELIEF AND REHABILITATION ASSOCIATION : *Famine Looms in Southern Sudan in 1990-91 as rains are erratic*, juillet ; *Food Needs for the Year 1991 and Appeal to International Donor Community*, Nairobi, décembre.

UNICEF, *Operation Lifeline Sudan, Emergency Appeal*, janvier 1991.

Outre ces références citées dans l'article, de nombreux documents ont été consultés, principalement pour l'établissement de la chronologie :

Africa Watch (août 89-oct. 93)

Ali al-Hajj Muhammad, *The Problem of Southern Sudan and the Shifting Agenda : With Whom Can we Conclude Peace ?* Londres, 8 janvier 1993.

BWB, BBC Monitoring/Middle East (1992-93)

Bulletin quotidien Afrique, Agence France Presse (1991-93)

Current affairs in Sudan, chronique de Charles Gurdon in Sudan Studies, Bulletin de SSSUK (fév. 87-juillet 92)

Bulletin de l'Ambassade du Soudan, Paris (1991 -92)

James W. Uduk Asylum Seekers in Gambela, 1992, Addis Abeba.

Johnson D.H., *The Southern Sudan, The Minority Rights Group*, Report n° 78, Londres, 1988.

Middle East and North Africa (1986-88), Europa Pb.Ltd.

Middle East Report n° 172, sept-oct. 1991.

New Horizon (1990-93)

Programme du gouvernement [pour les] négociations avec le MLPS/ALPS, novembre 1989.

Southern Sudan Vision (mai 92-fév. 93)

Southern Sudan Intellectuals, Nairobi, The Abuja Peace Talks in Nigeria, mai 1992.

Sudan, Country profile (1987-1990) EIU, Londres.

Sudan Nubian National Movement / Sudanese Nuba Survival (mars 92).

Sudanow (1976-1993), Khartoum.

Sudan Democratic Gazette (juin 1990-décembre 93)

Sudan Times (1986-1989), Khartoum.

Sudan Update (juin 1989-nov. 93), Londres.

MLPS Update (août 91-oct. 93)

INDEX

Mots-clés : relations nord-sud au Soudan, Soudan

AUTEUR

CHRISTIAN DELMET

CNRS